

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1762 - 3 mai 2002 - prix : 1 €

Le 5 mai

**Surtout
pas Le Pen,
mais pas
Chirac
non plus !**

**Comment
combattre
le Front
National**

p. 10

**La
débâcle
électorale
du PCF**

p. 4, 5

Proche-Orient

**Sharon,
Bush, ONU,
tous
complices**

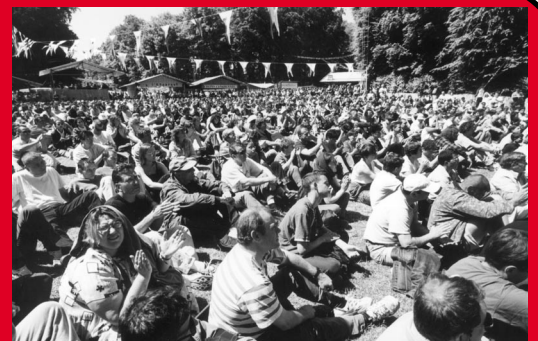
p. 15

M 06189 - 1762 - F: 1,00 €



Dimanche 19 mai

**La Fête de
Lutte Ouvrière**



LO

p. 16

Sommaire

Présidentielle

- p. 4-5 ■ Le PCF dans la débâcle
- Quand Gayssot complimente Jospin
- p. 6 ■ Chirac, xénophobe et « super-réac »
- p. 7 ■ Chirac ne se cache même pas d’être l’homme du patronat
- p. 8-9 ■ Le 5 mai, surtout pas Le Pen, mais pas Chirac non plus ! (déclaration d’Arlette Laguiller à la conférence de presse du lundi 29 avril)

Tribune

- p. 6 ■ Où va l’extrême gauche ?

Leur société

- p. 7 ■ A Lille, Martine Aubry s’attaque aux sans-papiers
- p. 10 ■ Pour combattre le Front National, il faut une force militante dans les usines et les quartiers
- p. 11 ■ L’avenir que souhaite le grand patronat : tous les salariés en CDD
- p. 12 ■ L’acquittement de Patrick Dils
- Les sans-papiers de Saint-Denis harcelés par la police

Dans les entreprises

- p. 13 ■ Fonderies du Poitou - Ingrandes (Vienne)
- Atofina - Jarrie (région grenobloise)

Dans le monde

- p. 15 ■ Proche-Orient : Sharon, Bush, ONU, tous complices
- Afrique : le hold-up de Bolloré

La Fête

- p. 16 ■ Dimanche 19 mai, la Fête de Lutte Ouvrière

LA POLITIQUE DU « MOINDRE MAL » A SOUVENT PRÉPARÉ LE PIRE

L’argument présentant Chirac comme un « moindre mal » face à Le Pen a été ressassé sur tous les tons. Celui que, quelques jours avant, Hue qualifiait encore de « super-réac » et que le député PS Montebourg voulait traîner devant les juges, devint subitement un « *républicain* » chargé de « *faire bar-rage* » à Le Pen.

Cette mystification un peu délirante n’a rien de neuf, et encore moins de réjouissant. Car dans nombre de pays et à bien des époques, travestir un politicien de droite en « *républicain* » « *moins pire* » que d’autres a beaucoup servi. Cela a toujours abouti à désarmer les classes populaires face à leurs ennemis, et bien souvent, à les livrer à leurs bourreaux.

Dans l’Allemagne des années trente, on fit jouer ce rôle du « *moindre mal* » à un hobereau réactionnaire, le maréchal Hindenburg. En 1933, juste neuf mois après son élection à la tête de l’Etat, Hindenburg choisit Hitler comme chancelier et l’installa au pouvoir alors qu’on avait prétendu qu’il lui barrerait la route. En France, en 1958, c’est un général au passé d’extrême droite, qui avait, dix ans auparavant, créé un parti fascisant, le RPF, que Guy Mollet, le leader du PS d’alors, alla chercher en personne pour qu’il « *sauve la France* ». De Gaulle poursuivit la guerre d’Algérie durant quatre ans ; il couvrit le massacre de manifestants algériens par la police parisienne en octobre 1961, puis l’assassinat de neuf manifestants membres ou proches du PCF par la

police de Papon. Il mit aussi en place un système électoral qui réduisit la représentation parlementaire des partis de gauche – surtout celle du PCF – et, plébiscité à plusieurs reprises avec l’appui de la gauche, il imposa pendant dix ans ce que cette gauche qualifiait de « *pouvoir fort* ».

En 1973, au Chili cette fois et juste avant qu’il n’y procède à un sanglant coup d’Etat, c’est le ministre de la Défense d’Allende, le général Pinochet, que la gauche de là-bas présentait comme un rempart contre un retour en force de l’armée. En défendant la présence de Pinochet dans le gouvernement d’Allende, la gauche gouvernementale chilienne couvrit les militaires qui arrêtaient et torturaient les militants qui dénonçaient leur coup d’Etat en préparation. En renforçant le camp des généraux, cette politique ne fit que préparer le terrain à leur coup d’Etat et à ses suites – l’incarcération de dizaines de milliers de militants et sympathisants des

mouvements ouvriers ou de gauche, l’assassinat de nombre d’entre eux, l’instauration d’une dictature sanglante pour des années. Car elle démoralisa la classe ouvrière et la désarma par avance, politiquement encore plus que matériellement. Allende et d’autres politiciens « démocrates » du Chili y ont trouvé la mort. Mais, pire, des milliers de militants et même de simples opposants y laissèrent leur vie et, plus nombreux encore, leur liberté.

De l’Allemagne d’Hindenburg-Hitler, à la France de De Gaulle et au Chili d’Allende-Pinochet, l’histoire ne se répète évidemment pas dans des termes identiques. Mais les raisonnements et les discours des « républicains » professionnels ne se renouvellent pas. Et ces quelques exemples ont au moins une chose en commun : ils montrent tous que la politique dite du « *moindre mal* » est toujours la porte ouverte à un pire à venir.

P.L.

DIS-MOI QUI SONT TES AMIS...

Le meeting de Chirac à Lyon, jeudi 25 avril, rassemblait les ténors de la droite avec, au premier rang, Mil-lon, Blanc et Soisson.

Aux élections régionales de 1998, ces trois-là ont pris la présidence de conseils régionaux en passant un accord avec le Front National

et en donnant des postes de vice-présidents aux hommes de Le Pen.

La gauche présente Chirac comme un rempart contre Le Pen. Mais Chirac, lui, n’attend même pas d’être réélu le 5 mai pour s’afficher aux côtés de ceux qui frayent avec Le Pen.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu’il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

2 mai

Bédarieux (Hérault)
Châteauroux (Indre)
Corbie (Somme)

3 mai

Aubergenville (Yvelines)
Baugy (Cher)
Béziers (Hérault)
Boulogne (Hauts-de-Seine)
Lassigny (Oise)
Linselles (Nord)
Maubourget (Hautes-Pyrénées)
Nérondes (Cher)

4 mai

Le Quesnoy (Nord)
Moirans (Isère)
Origny-en-Thiérache (Aisne)
Saint-Michel-de-Maurienne (Savoie)

6 mai

Sevran (Seine-Saint-Denis)

7 mai

Brou-sur-Chantereine (Seine-et-Marne)

10 mai

Chasseneuil-du-Poitou (Vienne)
La Rochefoucauld (Charente)
Marcq-en-Baroeul (Nord)
Montrouge (Hauts-de-Seine)
Tourcoing (Nord)

11 mai

Moutiers (Savoie)
L’Argentière-La Bessée (Hau-tes-Alpes)

13 mai

Marquette (Nord)

14 mai

Sainte-Hermine (Vendée)

15 mai

Gravelines (Nord)
Mortagne-sur-Sèvre (Vendée)

16 mai

Belley (Ain)
Saint-Laurent-du-Pont (Isère)

17 mai

Bourg-en-Bresse (Ain)
Buxerolles (Vienne)
Voreppe (Isère)

18 mai

La Bassée (Nord)

24 mai

Lomme (Nord)

27 mai

Bully-les-Mines (Pas-de-Calais)
Lille-Sud (Nord)

29 mai

Mons-en-Baroeul (Nord)

31 mai

Armentières (Nord)

5 juin

Seclin (Nord)

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L’Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu’organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l’humanité menacée par les crises, l’épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l’anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d’exploiteurs d’un côté et majorité d’exploités de l’autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l’égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l’est de l’image qu’en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n’ont aucun intérêt au maintien de l’actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l’appareil d’Etat de la bourgeoisie, c’est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l’économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n’ont pas de patrie et qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C’est pourquoi les militants qui animent ce journal s’affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n’avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c’est la seule façon d’être aujourd’hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - E.mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d’Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 €(50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 15200 exemplaires. Impression : Roto de l’île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins
d'entreprise du 29 avril 2002

CONTRE LE PEN, MAIS PAS POUR CHIRAC : UNE ENVELOPPE VIDE DANS L'URNE

■ Tous les partis de la gauche plurielle, cette gauche qui dirige encore le gouvernement, se sont enchaînés eux-mêmes derrière le char de Chirac pour lui faire un triomphe.

François Hollande, le premier secrétaire du PS, a dit que le 5 mai doit être « un référendum contre l'extrême droite » et que Chirac ne sera pas élu sur son programme, mais « sur un mandat simple qui sera d'écarter toute dérive d'extrême droite ». Pourtant, au premier tour, il y a déjà eu un référendum contre Le Pen puisque 80 % des votants n'ont pas voté pour lui.

Pour Hollande, à partir du 6 mai « le choix entre la gauche et la droite reprendra toute sa valeur ». On ne peut mieux se moquer des idées qu'on peut mettre au vestiaire un jour et reprendre le lendemain.

Chirac pourrait être largement élu avec les voix de la droite, sans celles de la gauche. Mais en faisant cette campagne, le PS, le PC et les Verts évitent d'avoir à discuter leur politique passée.

Si Chirac gagne avec un pourcentage écrasant, la différence politique entre la droite et la gauche socialiste sera bien faible. De fait, c'est la gauche elle-même qui l'affirme.

C'est pour cinq ans que Chirac sera élu. Et son programme, il y tient et le répète dans chaque meeting, est loin d'être favorable aux travailleurs. S'il est élu avec leurs voix, il pourra dire :

« Vous avez à 80 % voté pour moi et pour mon programme ».

Si, dans cinq semaines, au soir des législatives, une majorité de gauche est envoyée à l'Assemblée nationale, ce sera une nouvelle cohabitation, mais peut-être pas pour longtemps car Chirac, qui a la dissolution facile, pourrait très bien renvoyer les députés de gauche devant les électeurs.

Et pourquoi ne sortirait-il pas des législatives une majorité de droite, puisqu'il y aura des candidats de Le Pen partout et que le même raisonnement pourrait faire dire qu'il faut faire front contre Le Pen en se rassemblant derrière les candidats du Président.

Si les voix de Le Pen ont augmenté, c'est bien parce que le gouvernement de la gauche plurielle n'a pas su répondre aux aspirations du monde du travail.

Le chômage ne fait pas monter que la délinquance, il fait aussi monter la peste brune. Chirac et Jospin ont fait une grande partie de leur campagne sur l'insécurité, ils ont repris les thèmes chers à Le Pen et une partie des électeurs a préféré l'original aux copies.

Alors dimanche, Le Pen ne doit absolument pas avoir de voix des travailleurs. Il faut que tous ceux qui ont voté pour lui au premier tour comprennent que ce serait dramatique que l'extrême droite devienne une force importante.

Le Pen fait sa campagne contre les immigrés, contre les étrangers mais en

fait, parsemée de quelques propos démagogiques pour les ouvriers, il est fondamentalement contre tous les travailleurs.

Il faut se souvenir qu'aussi bien les fascistes italiens que les nazis allemands tenaient, parmi tous leurs slogans réactionnaires et racistes, des propos tirés du programme des socialistes.

Alors il ne faut pas penser qu'à dimanche, il faut penser à ne pas compromettre l'avenir. Que Chirac soit élu avec les voix des travailleurs, les voix de toute la gauche, ou qu'il soit élu seulement avec les voix de la droite, cela peut changer l'avenir.

C'est pourquoi nous disons qu'il faut aller voter dimanche. En se gardant de le faire pour Le Pen, mais sans contribuer à plébisciter Chirac car, après, il se servirait de nos voix pour justifier une politique antiouvrière et pro-patronale.

Le Parti Socialiste n'est pas trop gêné de cela car ce qu'il regrette c'est ses places. Mais le sort des travailleurs il s'en moque. Il l'a montré pendant cinq ans au gouvernement et il le montrera à nouveau, s'il sort une majorité de gauche des élections législatives de mai.

Pas une voix pour Le Pen !

Mais une enveloppe vide en guise de vote pour Chirac.

Arlette Laguiller

Le 1^{er} mai, dans toutes les villes du pays,

DES CENTAINES DE MILLIERS DE MANIFESTANTS DANS LES RUES

Dans les principales villes du pays les manifestations appelées par les organisations syndicales, par diverses associations et par les organisations politiques ont rassemblé, selon les chiffres annoncés, des centaines de milliers de personnes : 30 000 à Caen (15 à 20 000 selon la police), 40 000 à Tours (25 000 selon la police), 15 000 à Strasbourg, pour ne prendre que les premiers chiffres connus. Et il apparaît déjà que les manifestations atteignent dans d'autres villes des chiffres aussi massifs.

A Paris ils étaient plusieurs dizaines de milliers avant même que le cortège puisse s'ébranler. La police a estimé à quelque 400 000 le nombre des manifestants. Travailleurs venus plus nombreux que les années précédentes, renouant cette année avec une tradition ouvrière qui veut que cette journée soit non pas une fête du travail, mais une journée issue des combats du mouvement ouvrier, affirmant, par leur présence, leur appartenance au camp des travailleurs et leur fidélité à ses idéaux. Mais aussi des jeunes

et de moins jeunes, présents en masse, venus cette fois se joindre à cette manifestation ouvrière pour dire leur opposition à Le Pen et à ses idées réactionnaires, xénophobes, anti-ouvrières, dont l'influence représente un danger mortel pour le mouvement ouvrier et un risque majeur pour la société dans son ensemble. Preuve, s'il en fallait encore, qu'il existe dans ce pays des centaines de milliers de femmes et d'hommes qui savent trouver des moyens de dire ce qu'ils refusent par d'autres moyens que le bulletin de vote.

Certes, nombre de dirigeants politiques, qui se bousculent pour prendre la tête de ces cortèges, ont choisi de transformer la protestation contre l'influence grandissante des idées de droite et d'extrême droite en un appel à déposer, au deuxième tour, un bulletin de vote en faveur de Chirac. Cet homme politique ouvertement de droite ne prend même pas la peine de cacher son intention de mener, une fois élu – même avec des voix venues d'électeurs de gauche –, une politique anti-ouvrière, sécuritaire, annon-

çant d'ores et déjà son intention de s'en prendre aux retraites ouvrières.

C'est le refus d'un tel piège qu'ont voulu affirmer les manifestants qui ont partout défilé, dans les cortèges de Lutte Ouvrière, derrière des banderoles qui proclamaient « Pas une voix pour Le Pen, mais pas de plébiscite pour Chirac ». Car il sera essentiel pour l'avenir proche que ceux qui ont su ce 1^{er} mai donner de la voix, avec force dans la rue, ne se laissent pas immédiatement bâillonner

LE PCF DANS LA DÉBÂCLE

Après avoir conduit le Parti Communiste à la débâcle électorale de la présidentielle, sa direction a fourvoyé le PCF dans une politique de soutien à Chirac. Alors qu'un certain nombre de militants sont mal à l'aise, voire critiquent ouvertement, quand ils n'annoncent pas qu'à titre personnel ils s'abstiendront, l'appareil du parti se mobilise pour convaincre les hésitants en tentant de justifier l'injustifiable. S'intégrant dans la Gauche plurielle qui se mobilise pour faire élire Chirac sous les yeux narquois de la droite, la direction du PCF essaie de faire de ses militants les meilleurs agents électoraux dans le monde du travail de l'homme du grand patronat. Pendant que Hue, Buffet, Gayssot et compagnie espèrent éluder les critiques sur leurs responsabilités au nom de la mobilisation « pour faire barrage à Le Pen dans les urnes », le Parti Communiste s'enfonce plus encore dans l'impasse dans laquelle l'a conduit sa direction depuis bien des années.

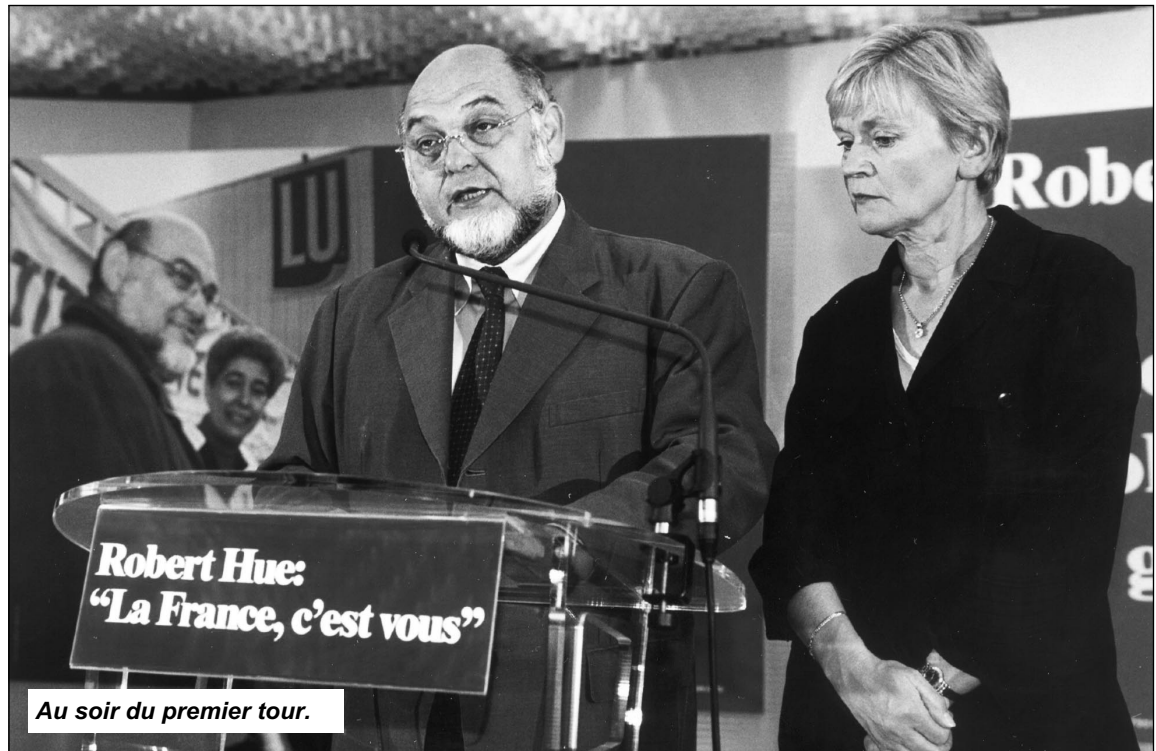
Ainsi donc, ce Parti Communiste, qui a été capable, grâce à ses militants, grâce à sa présence dans les entreprises et

dans les quartiers populaires, de traverser des périodes aussi difficiles que l'isolement de la Guerre froide, le rejet par tous les partis bourgeois, y compris les socialistes, de toute politique d'alliance avec lui, en conservant un électorat important, de l'ordre de 20 %, voire bien au-delà, se retrouve à 3,37 % par la politique d'alliance qu'il a si longtemps recherchée.

Depuis la signature du Programme commun en 1971 entre un Parti Communiste encore puissant, et pas seulement électoralement, et le nouveau Parti Socialiste de Mitterrand qui promettait ouvertement de réduire l'influence du Parti Communiste, celui-ci est sur une pente descendante.

Il a déjà payé cher sa première participation gouvernementale, depuis la période de l'après-guerre, entre 1981 et 1984. Il a, pendant trois ans, cautionné le gouvernement Mauroy et ses mesures anti-ouvrières comme le blocage des salaires et la « restructuration » de la sidérurgie avec la peau des ouvriers sidérurgistes licenciés par milliers ; il est resté solidaire du gouvernement socialiste alors même que le Premier ministre traitait la grève des travailleurs de l'automobile de « grève des ayatollahs » sous prétexte que les travailleurs marocains étaient nombreux dans cette grève.

En 1984, la direction du Parti Communiste a eu encore la capacité d'un sursaut en quittant le gouvernement. Mais le mal était fait. En soutenant Mitterrand, cet homme politique de la bourgeoisie, co-responsable en tant que ministre de quelques-unes des pires abjections de la classe dirigeante, en France comme dans les colonies, le PCF en a fait le chef de



Au soir du premier tour.

la gauche. Il a redoré aux yeux des travailleurs le blason d'un Parti Socialiste déconsidéré et moribond et a contribué, à son propre détriment, à en faire le principal parti de la gauche. L'entremetteur a fait son travail. Désormais, le PC n'a cessé de perdre sur sa gauche ceux que sa politique d'alignement sur le PS désespérait, et sur sa droite ceux qui, soutien pour soutien, préféreraient voter directement pour le PS.

La deuxième participation gouvernementale du Parti Communiste, celle dont Robert Hue se flattait qu'elle était la plus longue de son histoire, a eu les mêmes effets mais avec des conséquences plus dévastatrices. La direction a livré le Parti Communiste pieds et poings liés à Jospin en l'obligeant à défendre sa politique anti-ouvrière. Ce n'est pas par hasard si, de toutes les composantes de

la Gauche plurielle – y compris le Parti Socialiste, c'est-à-dire le véritable responsable de la politique du gouvernement –, c'est le Parti Communiste qui a payé la note la plus lourde dans l'échec électorale de la gauche. Car c'est la classe ouvrière dans son ensemble et, à l'intérieur de celle-ci, ses couches les plus défavorisées qui ont eu le plus à subir la politique du gouvernement de Jospin.

La loi des 35 heures, pour ne prendre que cet exemple, est peut-être favorable à certaines catégories du monde du travail mais pas à toutes. Si les cadres en sont, paraît-il, absolument satisfaits, c'est cependant sur les chaînes de production de l'industrie automobile, dans bien des secteurs ouvriers ou autres que se manifestent le plus fort les contreparties favorables au patronat : possibilité de rendre l'horaire flexible, de supprimer les avantages acquis et le paiement des heures supplémentaires au tarif normal. Et c'est dans les catégories les plus défavorisées que le contraste apparaît le plus révoltant entre ceux qui sont contraints de vivre avec 4 000 ou 5 000 francs par mois et l'accroissement fantastique des profits patronaux.

C'est la classe laborieuse qui subit de plein fouet les plans de licenciements collectifs dans le secteur privé ou, encore, dans le secteur public l'accroissement de la charge de travail dû au fait que l'Etat se refuse à consacrer aux hôpitaux ou aux transports collectifs les moyens financiers permettant les embauches indispensables.

Et, enfin, c'est parmi les travailleurs des entreprises concernées que la politique de privatisation du gouvernement Jospin, de France Télécom à celle encore en projet à la Snecma, en

passant par Air France, a été le plus fortement ressentie.

La tâche dévolue par Jospin au Parti Communiste a été de défendre la politique gouvernementale précisément parmi ses principales victimes.

La direction du Parti Communiste a transformé ses propres militants en défenseurs d'une politique propatronale au sein même du monde du travail.

Le fait qu'aujourd'hui le Parti Communiste mette au service de Chirac ceux de ses militants qui l'acceptent, avec comme argument la défense de la République, est l'aboutissement d'une politique catastrophique pour le monde du travail et suicidaire pour le PCF lui-même.

Dans cette « République » que le PCF prétend défendre, il y a, d'un côté, le grand patronat, les Seillière, Chirac et les privilégiés, petits et grands, d'un système économique infâme et, de l'autre côté, les soutiens de cette République, les travailleurs, les chômeurs, ceux qui produisent tout mais qui sont aussi écartés de tout.

La force du Parti Communiste dans le passé n'était certes pas sa participation sporadique à des gouvernements de la bourgeoisie ! Sa grande force était d'apparaître comme le parti des « soutiens de la République », même si sa politique n'était plus, depuis longtemps, à la hauteur de cette responsabilité.

Les choix politiques de la direction ont cependant, au fil du temps, éloigné de plus en plus le PCF de la vie, des préoccupations, des problèmes, des exigences et des révoltes des classes laborieuses et, en particulier, de ses couches les plus exploitées. Quoi de commun entre Gayssot signant les décrets de privatisation d'entreprises



À la fête de L'Humanité de 1999. Le PCF a peut-être fait des propositions mais jamais rien imposé au gouvernement.

publiques, et les travailleurs de ces entreprises craignant pour leurs emplois et pour leurs salaires ? Quoi de commun entre ces « camarades ministres » affichant leur amitié pour Lagardère (au point de l'accepter parmi les actionnaires de *L'Humanité*) et autres personnalités du grand patronat, et celles et ceux qui sont réduits à survivre avec moins de 4 000 francs de salaire même en travaillant ? Quelle compréhension, quelle fraternité, quelle protection ont pu trouver ceux dont la vie a été broyée par le patronat, avec l'aide du gouvernement, auprès d'un parti qui a fait partie de ce gouvernement ? Et, à infiniment plus forte raison, quelle perspective politique ?

Avec sa fébrilité actuelle en faveur de Chirac, la direction du Parti Communiste évitera peut-être le débat dans ses rangs sur sa politique passée. Mais elle ne fera pas sortir le Parti Communiste de l'impasse, même sur le simple plan électoral.

Quelles sont les perspectives pour le Parti Communiste ? S'il choisit d'affirmer son autonomie en présentant partout où il le peut des candidats, il se fera accuser de diviser la gauche. Et sa propre argumentation actuelle en faveur de l'unité républicaine derrière Chirac se retournera contre lui. S'il choisit, comme cela semble être le cas, de participer aux tractations pour que la Gauche plurielle présente un candidat unique dans chaque circonscription, il se subordonnera une fois de plus au Parti Socialiste qui n'a aucune raison d'être généreux et d'accorder beaucoup de places aux candidats issus du Parti Communiste. Sans parler que,

Des forces militantes que la direction du Parti Communiste a mises au service d'une politique propatronale mais qui pourraient se mettre au service du monde du travail.

La lutte contre le grand patronat, qui aggravera inévitablement son offensive contre le monde du travail dans la période à venir, comme la lutte contre l'influence de l'extrême droite lepéniste, ne se passeront pas au Parlement, mais dans les entreprises, dans les quartiers populaires.

Ce qui est grave dans l'audience du Front National, qui ne date pas du premier tour de l'élection présidentielle, est le terreau favorable qu'elle trouve dans l'absence de perspectives et le désespoir de certaines catégories de couches populaires. Or, cette influence vient précisément des défaillances et du recul du PCF lui-même. Le danger, c'est que le Front National prenne la place que le mouvement ouvrier occupait naguère dans les quartiers populaires.

Alors, ce qui comptera pour l'avenir, c'est le nombre de personnes qui, dans les entreprises, dans les quartiers populaires, défendront les perspectives politiques et les valeurs du mouvement ouvrier.

On ne combattra pas l'influence du Front National parmi les travailleurs et les chômeurs réduits au désespoir en défendant ceux qui sont responsables de ce désespoir, qu'il s'agisse des dirigeants socialistes ou, à plus forte raison, de Chirac.

On ne pourra le faire qu'en montrant aux travailleurs qu'ils n'ont aucune protection, aucune aide, à attendre du côté des partis bourgeois, qu'ils portent une



même adoubés par le Parti Socialiste, les candidats du Parti Communiste ne seront pas pour autant élus, même dans des circonscriptions dites favorables à la gauche, tant la politique de la prétendue nécessité de barrer la route à Le Pen affichée par le Parti Communiste peut se retourner contre la gauche en général et le Parti Communiste en particulier et favoriser les candidats de la droite parlementaire dite modérée.

Malgré sa débâcle électorale, le Parti Communiste conserve des forces militantes importantes dans le monde du travail.

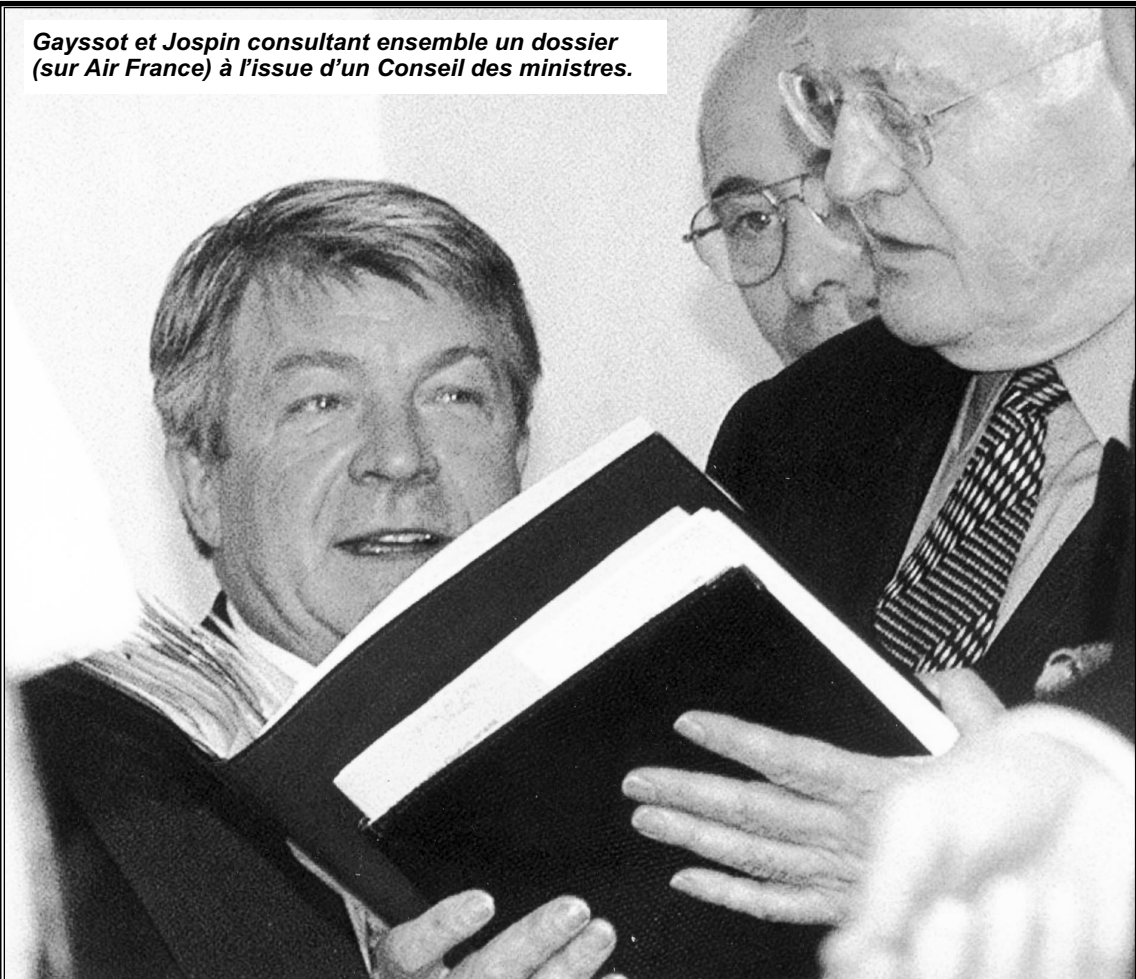
étiquette de gauche ou une étiquette de droite.

On ne pourra le faire qu'en défendant des perspectives politiques qui permettent aux travailleurs, aux exploités de sortir de la situation dans laquelle on les a enfoncés.

On ne pourra le faire qu'en appelant les travailleurs à s'organiser politiquement car, même si la situation ne semble pas annoncer l'imminence de ces luttes, elles sont indispensables pour changer la vie.

Georges KALDY

Gayssot et Jospin consultant ensemble un dossier (sur Air France) à l'issue d'un Conseil des ministres.



QUAND GAYSSOT COMPLIMENTE JOSPIN

Lors du dernier Conseil des ministres de Jospin, trois jours après le premier tour, les ministres ont tous félicité leur ancien patron.

Gayssot, n'a pas fait dans la nuance en matière de flagornerie : « Lionel, tu es vraiment un cas. Tu nous as respectés chacun. Tu nous as fait travailler ensemble sans qu'on se dispute. Tu es le seul Premier ministre à avoir dit que tu étais fier d'avoir des ministres communistes. Moi, je suis fier d'avoir appartenu à ton gouvernement. Et je veux te dire avec mon cœur que je ne comprends pas ta décision de te retirer. ».

Le PS a perdu trois millions d'électeurs, le PCF a perdu deux électeurs sur trois, le Front National est au second tour et le Parti Communiste appelle à

voter Chirac. Le PCF est menacé de disparition, à 3,5 % des voix. Mais Gayssot est « fier » de son bilan.

Dans un long article paru dans *L'Humanité*, il n'a pas un mot de critique, de regret. Pas un début d'analyse sur la perte des électeurs dans les villes ouvrières, les quartiers populaires.

Aujourd'hui encore, sa rancune, il la réserve à l'extrême gauche, « à ceux qui ont prétendu que la gauche et la droite, c'est pareil ». Mais qui est en train de faire la démonstration que la droite et la gauche c'est pareil ? L'extrême gauche ou bien ceux qui appellent à voter pour la droite au second tour ?

Gayssot justifie son vote pour Chirac : « Je

choisis entre Le Pen et Chirac en souhaitant entre eux le résultat le moins équilibré possible, parce que je sais bien que l'extrême droite peut aussi, par sa force, tirer la droite vers l'idéologie la plus brune qui soit. »

Auparavant, le Parti Communiste expliquait qu'il fallait tirer Jospin à gauche, le soustraire aux influences libérales, en le soutenant au gouvernement. Maintenant, Gayssot nous explique que le rôle de la gauche est d'empêcher la dérive de Chirac vers l'extrême droite, en votant pour lui. De renoncement en renoncement, on se demande qui arrêtera la dérive de Gayssot ?

Christian BERNAC

Mon communisme

Le livre d'Arlette Laguiller,

est disponible
Prix : 13 euros.

Envoi contre un chèque
de ce montant
à l'ordre de Lutte Ouvrière



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

OÙ VA L'EXTRÊME GAUCHE ?

Certes, le résultat de l'extrême gauche a été occulté par la présence de Le Pen au second tour.

Il n'en reste pas moins que le scrutin du 21 avril a donné à l'extrême gauche un nombre de voix jamais atteint dans ce pays, près de 3 millions. C'est le chiffre, un peu mythique, fixé la veille encore par Arlette Laguiller elle-même comme le seuil qui pouvait ouvrir de nouvelles possibilités aux communistes révolutionnaires.

Bien sûr, ce n'est pas sur le seul nom de la candidate de Lutte ouvrière que ces 3 millions se sont portés. Mais cela signifie que depuis le 21 avril l'extrême gauche est en meilleure position pour mener avec plus de succès une politique de classe sans compromis. En meilleure position pour s'affirmer face à tous les ennemis politiques de la classe ouvrière, la droite évidemment, extrême ou « républicaine », mais aussi la gauche gouvernementale, faillie, honnie même d'une bonne partie des travailleurs, et dont la politique est responsable du succès de Le Pen. Et en meilleure position pour proposer cette politique de classe au monde du travail, au mouvement ouvrier et à la jeunesse, avec davantage de chance de les entraîner dans cette voie.

On peut donc attendre de cette extrême gauche qu'elle traduise son succès électoral par une apparition, une présence et une politique offensives.

Travailleurs et jeunes, militants socialistes, communistes, syndicalistes ou associatifs sont sans doute abasourdis aujourd'hui par le succès du candidat du Front National. Ils sont aussi étourdis par l'énorme vacarme fait par la droite comme la gauche, unies dans l'appel à voter Chirac. C'est exactement pour cela qu'il est fondamental que l'extrême gauche garde le cap, ne cède pas et ne se range derrière aucun ennemi de la classe ouvrière, pas plus Chirac que cette gauche, pour qui Le Pen est un cadeau du ciel pour faire oublier qu'elle est au gouvernement depuis cinq ans, aux affaires depuis plus de vingt et donc totalement responsable de la situation sociale et politique du pays.

La pitoyable reculade de la LCR qui en est venue après une semaine d'atermoiements à appeler à voter Chirac (car personne ne peut comprendre autrement le mot d'ordre de « voter contre Le Pen ») n'est pas seulement un reniement de la campagne d'Olivier Besancenot (l'ironie de l'histoire voulant que celui-ci ait maintenu jusqu'au bout sa position de « pas de consigne de vote » en faveur de Jospin, pour que la LCR appelle finalement... à voter Chirac). C'est aussi un coup porté et un obstacle dressé à l'affirmation et la constitution dans ce pays d'une véritable force politique d'extrême gauche vers laquelle pourraient se tourner les travailleurs qui rejettent la droite comme la gauche.

Une nouvelle fois la LCR s'est révélée incapable de tenir quelques jours à contre courant des pressions de la gauche (quelques jours, car dès le 6 mai, l'émotion du 21 avril passée, les choses vont se présenter bien différemment). Des pressions de la seule gauche gouvernementale, car tous les militants ont pu

constater dans leur milieu de travail ou de vie que si bien des gens vont sans doute voter Chirac, ils le font à contrecœur, avec bien des hésitations et en comprenant nos raisons de ne pas cautionner le futur chef d'orchestre des attaques à venir contre le monde du travail.

Cela augure-t-il une nouvelle dérive de la LCR, repartie une nouvelle fois à la recherche d'alliés dans le marais de la gauche ? Ragaillardie par les 4,3 % d'Olivier Besancenot, recueillis pourtant sur une politique intransigeante et sans concession à cette gauche, la LCR a-t-elle déjà oublié tous ses déboires dans cette direction ?

Si cela est, cela ne fait que rendre plus crucial le rôle de Lutte Ouvrière, la seule des deux organisations à tenir bon sur des positions de classe. Et plus importante la nécessité pour notre organisation de proposer sa politique à l'ensemble de l'extrême gauche, LCR comprise évidemment. Ne serait-ce que parce que nombre de militants de la LCR, inquiets d'une éventuelle dérive de leur organisation, ont certainement envie de s'y opposer.

Pour aider ceux-là à rester sur des positions de classe et à tenter d'y maintenir leur organisation, il ne s'agit pas d'offrir d'obscures analyses sur les prétendues différences des électors de la LCR et de LO. Dans les dernières semaines de la campagne chacun a rencontré dans son entreprise ou son quartier des travailleurs qui hésitaient entre Besancenot et Laguiller. Ceux-là ont choisi finalement sur les styles ou nuances politiques de l'un et l'autre (il y en avait évidemment) mais en voyant très bien aussi les nombreuses convergences qui faisaient que tous deux formaient un même camp. Ces travailleurs attendent maintenant que ce camp, sur la base de ces convergences justement, leur offrent des perspectives.

C'est ce que LO doit faire, d'autant plus si la LCR renâcle. Il ne s'agit certainement pas de suivre la LCR dans son éventuelle dérive sur la droite. Il ne s'agit pas d'accepter, par exemple, une alliance aux prochaines législatives si la LCR ne s'y présente pas clairement en rupture avec la gauche gouvernementale. Il s'agit de lui proposer au contraire cette alliance à des conditions précises : défense d'un programme de classe susceptible de donner des objectifs à la contre-offensive du monde du travail, pas de désistement ni même d'appel en faveur des candidats de la gauche. Et si, à cause des ambiguïtés de la LCR, cette alliance n'est pas possible aux législatives, continuer à lui proposer d'intervenir en commun sur cette politique en se saisissant de toutes les occasions de la lutte de classe. Ces occasions ne manqueront pas, quel que soit le gouvernement, de droite ou de gauche, dont Chirac sera finalement affublé dans un mois. Nous savons déjà que les travailleurs doivent se préparer à réagir aux attaques contre les retraites par exemple, attaques qui nous ont été annoncées par Chirac... mais aussi par Jospin quand il était encore dans la course.

Jacques MORAND

Convergences Révolutionnaires, revue publiée par la Fraction, n° 20 (mars-avril 2002)

Au sommaire :

- De l'élection présidentielle aux luttes sociales.
- Revue de cinq ans de gauche plurielle : triste passé, sombre avenir...
- Dossier combattre la mondialisation ou le capitalisme ? - Articles et correspondances : Palestine, Israël, Côte d'Ivoire...

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction. Abonnement: un an 9 euros, de soutien 15 euros.

CHIRAC XÉNOPHOBE

Voter pour Chirac serait le moindre mal assure la presse et les partis démisionnaires de la gauche plurielle. Drôle de rempart contre l'extrême droite que ce politicien démagogue, en liaison étroite avec le monde des affaires, et qui domine la vie politique depuis près de quarante ans. Il a sans le moindre scrupule, à maintes reprises, et continue encore aujourd'hui de développer une surenchère sur l'insécurité et l'immigration, qui est encore dans bien des mémoires.

Quand dans un de ses récents meetings, à Rennes, le 23 avril, il affirme qu'il aurait fallu « être tout à fait sourd pour ne pas entendre ce que disent les Français », au premier tour, il s'adresse en premier à l'électorat du Front National. « Depuis des mois, je vois, comme vous, ces actes de violence, de délinquance, ces actes criminels. Cette situation s'est petit à petit aggravée et a dépassé les limites acceptables par les Français ». Comme si les Français [et le mot est délibérément choisi] étaient les seules victimes de la délinquance et de la violence qui se développent dans les banlieues et les quartiers populaires ? Toute la population laborieuse d'origine étrangère ou non, dans sa très grande majorité, vit dans ces quartiers depuis des décennies, subit au quotidien cette petite et grande délinquance qui se nourrit du chômage et prospère sur le terreau de la misère.

Chirac fait, une fois de plus, l'amalgame entre immigration et insécurité. Le fond de sa pensée apparaît quelques phrases plus loin dans le même discours lorsqu'il prétend qu'il y a « un problème d'immigration en France, qui devra être traité de façon privilégiée au niveau européen parce que c'est à ce niveau-là qu'il se situe en réalité et qui suppose, d'ailleurs, des mesures également intérieures ».

Le message est clair. C'est son je vous ai compris à l'intention de l'électorat lepéniste. Chirac veut renforcer les centres de rétention qui, au demeurant, existent déjà (ce que Le Pen appelle lui des camps d'interne-

ment), à Bobigny, à Roissy, dans la région parisienne, ou à Arenç à Marseille. Un tract distribué par le RPR, intitulé « Insécurité, la France perd ses repères » (le titre s'inscrit sur fond d'une main noire menaçante...), n'a rien à envier à la pire propagande du Front National. Il détaille les mesures sécuritaires proposées par le parti de Chirac. On y apprend que « dès le mois de mai, le président de la République présidera lui-même le Conseil de sécurité intérieure. Un grand ministère de la Sécurité intérieure coordonnera l'ensemble des forces de sécurité (police et gendarmerie) ».

Nicolas Sarkozy, que l'on présente déjà comme Premier ministre, répète sur tous les tons et à qui veut l'entendre que le futur gouvernement mènera une vraie politique de droite, encore plus à droite que par le passé. Chirac mènera, en effet, une politique d'autant plus réactionnaire et antiouvrière qu'il aura les coudées franches, fort du plébiscite du 5 mai prochain. Ses premières attaques seront dirigées contre le monde du travail et, en particulier, contre sa partie la plus vulnérable, sa fraction immigrée.

R.C.



AP

...ET « SUPER-RÉAC »

« Le Français, qui habite la Goutte d'Or, qui avec sa femme gagne environ 15 000 F par mois et qui voit, sur son palier d'HLM, une famille entassée, le père, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, qui touche 50 000 F de prestations, sans naturellement travailler... Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français, il devient fou ». De Le Pen, cette citation ? Non, de Chirac en 1991.

Chirac avait entre 1986 et 1988 placé Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. C'était l'époque des charters. 101 Maliens expulsés par la manière forte, menottes au poing. Il avait fallu l'opposition des commandants de bord, qui refusèrent de piloter, pour mettre un terme à ces bannissements indignes. Le même gouvernement Chirac, avec les lois Pasqua, aggravait considérablement les conditions de séjour des étrangers et ôtait la nationalité automatique aux enfants d'étrangers.

Pasqua déclarait d'ailleurs partager certaines valeurs avec le Front National. C'est toujours Chirac qui, peu avant le retour de la gauche au pouvoir en 1997, voulait obliger tous ceux qui logeaient un étranger à demander un certificat d'hébergement auprès de leur maire.

On le voit, rien que sur le terrain des déclarations racistes et des mesures anti-immigrés, Chirac n'a pas hésité à chasser sur les terres du Front National.

Alors, c'est ce Chirac qu'on nous présente aujourd'hui comme un rempart contre le Front National ?

On nous dira : c'est le passé. Mais non, c'est peut-être l'avenir proche. Car c'est cela qui constitue le curriculum vitae de Chirac. Bon sang ne saurait mentir.

C.B.

CHIRAC NE SE CACHE MÊME PAS D'ÊTRE L'HOMME DU PATRONAT

Jacques Chirac est entré en politique dans les années soixante, épaulé par Marcel Dassault, l'avionneur milliardaire. Ami personnel de la famille Chirac, ce grand patron n'a cessé de protéger son poulain depuis que, jeune énarque, il est entré au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou, en 1962. Dès lors, de ministère en ministère, de l'Agriculture à l'Intérieur sous Giscard d'Estaing dans les années soixante-dix, puis au poste de Premier ministre de 1986 à 1988, sous la présidence de Mitterrand, enfin comme président de la République, de 1995 à aujourd'hui, Jacques Chirac n'a cessé de servir les intérêts du grand patronat.

De 1986 à 1988, Chirac, Premier ministre, avait à ses côtés comme ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, qui s'était distingué par sa politique autoritaire à l'égard des immigrés en expulsant des travailleurs maliens en charters et en réformant le Code de la nationalité. Le gouvernement de Chirac s'est ainsi illustré par une politique qui a provoqué une réaction massive des étudiants, en essayant de faire passer la loi Devaquet en décembre 1986, mouvement qui fut suivi par la grève des cheminots. C'est à cette époque qu'a été adopté l'amendement Lamassoure qui limitait le droit de grève dans le service public.

S'étant mis "en réserve", pour préparer la présidentielle de 1995, Jacques Chirac avait apporté tout son soutien à son "ami de trente ans", Edouard Balladur, pour accéder au poste de Premier ministre de mars 1993 à mai 1995, sous la présidence de Mitterrand. C'est le gouvernement de "cohabitation" de Balladur qui s'attaqua ouvertement aux retraites des salariés du secteur privé. Le nombre d'années de cotisations

nécessaires pour une retraite pleine et entière passa de 37,5 à 40 annuités ; tandis que la retraite était désormais calculée non plus sur les 10 dernières mais sur les 25 meilleures années. Ce qui réduisait parfois de façon considérable le montant des retraites perçues.

Pour continuer dans cette même voie visant à remettre en cause les systèmes de retraite, le successeur de Balladur, Alain Juppé, nommé par Jacques Chirac fraîchement élu président de la République, tenta de s'en prendre aux retraites du secteur public, en décembre 1995. Attaque qui ne constituait qu'un volet du "plan Juppé" qui s'en prenait aussi à la Sécurité sociale, l'objectif avoué étant de mettre en place l'encadrement des dépenses de santé.

Après la dissolution de l'Assemblée nationale et l'échec des législatives qui s'en suivirent en juin 1997, un nouveau gouvernement de « cohabitation » avec Lionel Jospin à sa tête, s'installa à Matignon. Celui-ci continua la même politique antiouvrière. Il refusa de remettre en cause les



Seillière et les dirigeants du Medef condamnant le programme économique du FN.

lois réactionnaires de Pasqua-Debré sur l'immigration. Sur le plan social, c'est ce gouvernement Jospin qui mit en œuvre le plan Juppé concernant les restrictions budgétaires de la santé !

Avant même d'être réélu, le candidat Chirac annonce la couleur à tel point que *Le Monde*, du 2 mai, précisait dans un article que celui-ci « refuse toute concession à la gauche, malgré son soutien », déclarant ainsi ouvertement la guerre au monde du travail. Le point le plus marquant de son projet est le dossier sur les retraites qu'il présente comme la priorité des priorités de son futur gouvernement. Cela signifie qu'il s'attaquera d'emblée aux retraites des salariés du service public en introduisant les fonds de pension.

Avec son programme antiouvrier, Chirac cherche à faire en sorte que les retraites

coûtent de moins en moins cher aux patrons en privilégiant dans les retraites, la part par capitalisation, sur la part par répartition. Les millions d'euros ainsi dégagés se traduiraient immédiatement par un manque à gagner pour les caisses de retraites et permettraient au patronat de spéculer en Bourse. Conséquence : une retraite à deux vitesses pour le monde du travail. Les salariés qui n'auraient pas les moyens d'investir dans ces fonds, c'est-à-dire les plus pauvres, seraient pénalisés et n'auraient plus de quoi vivre dignement comme cela se passe dans bien des pays capitalistes. Par ailleurs, la baisse de l'impôt sur le revenu qu'il préconise constitue un formidable cadeau aux classes les plus riches de la société. Cela aboutirait à vider les caisses de l'Etat et se traduirait inévitablement par des coupes sombres dans les services publics.

En ce qui concerne sa prétendue politique de l'emploi, ce ne sont, là encore, que cadeaux au patronat. Chirac pas plus que Jospin (ou Le Pen) ne souhaite interdire les licenciements. Chirac prétend « lutter contre le chômage » en... « baissant massivement les charges pesant sur les salaires modestes ». Cette chanson connue consiste à favoriser la création d'emplois très mal payés, au détriment de l'emploi en général. Chirac propose enfin de supprimer les charges pour l'embauche des jeunes de moins de vingt-deux ans !

Pas étonnant alors que le Medef, par la voix du baron Seillière, vienne de lui exprimer son soutien implicite. Les travailleurs n'ont rien à attendre de bon de l'homme-lige du patronat qu'est Jacques Chirac.

René CYRILLE

Lille

MARTINE AUBRY S'ATTAQUE AUX SANS-PAPIERS

Depuis le début de leur lutte, les sans-papiers ont occupé différents locaux à Lille, pour se réunir et organiser des grèves de la faim. A plusieurs reprises, la préfecture et la mairie de Lille ont expulsé les sans-papiers de ces locaux, la dernière fois en 1999 alors qu'ils occupaient la Bourse du travail. Avant les élections municipales de 2001, Martine Aubry s'était engagée à leur fournir un local. Après ces élections, rien n'est venu et les sans-papiers ont

continué de manifester, notamment pour obtenir le local promis. Dès le soir du premier tour de l'élection présidentielle, les sans-papiers se sont joints aux manifestations anti-Le Pen et toute la semaine plusieurs centaines de lycéens et d'étudiants ont défilé tous les soirs derrière les sans-papiers.

Forts de ce soutien, les sans-papiers ont rappelé ses promesses à Aubry en occupant une ancienne mission locale, actuellement vide et

propriété de la ville de Lille. Aussitôt, les CRS ont bloqué la manifestation anti-Le Pen dans une petite rue, à quelques centaines de mètres du local occupé. Les CRS ont eu le culot de prétexter protéger la manifestation d'une contre-manifestation d'extrême droite complètement imaginaire. Au bout d'une heure, un élu Vert s'est présenté aux manifestants comme « négociateur » et a parlementé avec les CRS pour définir un parcours de manifestation... à l'opposé du

local occupé par les sans-papiers.

Pendant ce temps, la mairie de Lille demandait aux forces de l'ordre de faire évacuer la mission locale. L'évacuation s'est faite sans ménagement, avec des gaz lacrymogènes et des coups de matraque. Plusieurs sans-papiers ont dû être pris en charge par le Samu tandis que dans le quartier le voisinage marquait sa solidarité aux sans-papiers en leur apportant de l'eau pour se rincer les yeux.

La même Martine Aubry n'a pas été gênée de participer trois jours plus tard à la manifestation anti-Le Pen, soi-disant pour dénoncer la démagogie anti-immigrés de l'extrême droite. Les dirigeants du Parti Socialiste ont fait une fois de plus la démonstration qu'ils se moquent du sort des immigrés sans papiers. Par leur politique, ils préparent le terrain à la politique de « fermeté » anti-immigrée que demande Le Pen et que pro-

LE 5 MAI, SURTOUT PAS LE PEN, MAIS PAS CHIRAC NON PLUS !

Déclaration d'Arlette LAGUILLER à la conférence de presse du lundi 29 avril

La présence de Le Pen au deuxième tour est moins due à la progression de l'électorat d'extrême droite qu'à la débâcle électorale du Parti Socialiste. Malgré le recul important de l'électorat socialiste, l'écart entre Le Pen et Jospin est inférieur à 200 000 voix et si le candidat socialiste a été écarté, c'est en raison d'une Constitution qui ne laisse que deux candidats en présence au deuxième tour.

Les effets conjugués de l'effondrement socialiste et des règles électorales ont été encore accentués par la bêtise des autres partis de la Gauche plurielle par rapport à leur propre camp. Alors pourtant que, pendant cinq ans, ils ont mené la même politique, celle de Jospin, et qu'ils se préparaient à voter pour lui au second tour, c'est-à-dire à réaffirmer leur accord politique, ils ont éprouvé le besoin de présenter chacun un candidat pour de basses raisons de partage des circonscriptions ou même de places de ministre, divisant ainsi l'électorat de la Gauche plurielle, largement suffisant pour faire passer Jospin devant Le Pen.

Le Parti Socialiste comme, à des degrés divers, l'ensemble de la Gauche plurielle paient la politique menée par Jospin pendant cinq ans, son incapacité à s'opposer aux licenciements collectifs, sa contribution à la généralisation de la précarité, à la dégradation des conditions d'existence d'une grande partie des classes populaires. Cette politique est responsable non seulement de l'échec électoral de Jospin mais aussi du maintien de l'influence électorale de l'extrême droite à un niveau élevé et, chose grave, dans certaines couches des classes laborieuses.

Au pouvoir la majeure partie des vingt dernières années, le Parti Socialiste aura largement contribué à creuser le lit de l'extrême droite car le chômage et la misère dans les quartiers populaires ont tout naturellement pour conséquences non seulement la montée de la petite délinquance mais aussi celle de la « peste brune ».

Et voilà que l'ensemble de la Gauche plurielle conclut sa propre débâcle par un ralliement lamentable à Chirac. Incapable de proposer une autre politique, incapable même souvent de critiquer celle qu'elle a menée pendant cinq ans, la gauche réformatrice s'aplatit devant l'homme de droite Chirac, représentant direct du grand patronat. Par cette manœuvre pitoyable, justifiée, pour les besoins de la cause, par le danger supposé d'une victoire de Le Pen, alors qu'elle sait qu'il n'y a aucun risque que Le Pen soit élu, la gauche espère faire oublier ses propres responsabilités. En se ralliant à Chirac, la gauche gouvernementale fait elle-même la démonstration qu'il n'y a pas de différence entre la gauche et la droite dite républicaine. Elle contribue à transformer le deuxième tour de la présidentielle en plébiscite pour Chirac.

Chirac n'a même pas besoin de se poser en « sauveur de la République ». La gauche le fait pour lui. Lui, il peut, tout en menant sa propre campagne vers la droite, commencer à mener la campagne législative de son camp, en poussant à la création d'un grand parti unifié de la droite. Par ailleurs, en associant ostensiblement à certains de ses meetings des hommes de droite ouvertement alliés dans le passé au Front National, en s'en prenant ouvertement aux immigrés, en mêlant le thème de l'insécurité et celui de l'immigration, il montre à quelle fraction de l'électorat il veut plaire dans la période à venir.

Comment la gauche pourrait-elle, après avoir plébiscité Chirac, s'opposer, si même elle le voulait, aux mesures réactionnaires et antiouvrières qu'il prendra après son élection triomphale ? Eh bien, la réponse est claire : elle ne s'y opposera pas. Et elle s'y opposera d'autant moins que, sur bien des questions d'actualité, si Chirac copiera sans mal Le Pen, la résistance de la gauche sera d'autant plus molle que leurs politiques respectives se ressemblent. Qu'il s'agisse du discours sécuritaire, du tout représen-

sif, de l'attitude infâme envers les travailleurs immigrés attaqués sous le nom de « sans-papiers », la politique que Le Pen annonce avec une brutalité vulgaire et Chirac avec une dignité mielleuse et républicaine, la gauche la partage avec hypocrisie.

Le Pen parle aujourd'hui de camps de transit pour les immigrés sans papiers. Mais la droite comme la gauche pratiquaient déjà les centres de rétention. Le Pen se veut impitoyable pour les jeunes délinquants. Mais la gauche a suivi la droite pendant la campagne électorale pour parler de centres d'enfermement.

Le Pen s'en prend ouvertement aux retraites au bénéfice des fonds de pension, c'est-à-dire pour ceux qui peuvent faire des économies. Mais Chirac ne dit pas autre chose. Quant au Parti Socialiste, ses leaders répètent depuis plusieurs mois qu'il faut réformer le système des retraites, ce qui annonçait la même offensive contre les retraites les plus modestes.

Le millionnaire Le Pen met en tête de ses revendications la suppression de l'impôt sur la succession et de l'impôt sur le revenu. Mais, en cela, il se contente de pousser jusqu'au bout la logique des mesures de tous les gouvernements successifs, aussi bien ceux de droite que de gauche et qui consistent à diminuer les impôts des riches.

Le Pen s'affirme partisan d'une réduction brutale du nombre de ce qu'il appelle les fonctionnaires, c'est-à-dire des travailleurs des services publics, des transports collectifs, de l'Education nationale et des hôpitaux. La droite parlementaire promet la même chose. Mais c'est ce qu'a fait également le gouvernement Jospin, ouvertement ou discrètement, pendant cinq ans.

Alors, que la gauche bourgeoise achève sa déroute électorale en rampant aux pieds de Chirac, cela lui ressemble, mais les conséquences en seront graves pour le monde du travail. Les ténors du Parti Socialiste,



du Parti Communiste ou des Verts laissent entendre, prudemment pour ne pas gêner Chirac, que les législatives pourront constituer une sorte de revanche. Mais, d'abord, il n'est pas dit que leurs votes suicidaires en faveur de Chirac au deuxième tour de la présidentielle n'incitent pas une partie de leur électorat à voter pour les candidats de la droite au nom du même argument de « barrer la route au Front National » qui aura des candidats partout. Mais quand bien même la gauche l'emporterait aux législatives, il n'en résulterait qu'une nouvelle cohabitation, que Chirac pourra interrompre, s'il le juge nécessaire, en dissolvant l'Assemblée.

Par ailleurs, cette unanimité de la caste politique, de la droite à la gauche, autour de Chirac consacre l'ambition de Le Pen à se poser en « chef de l'opposition au système » alors qu'il en est partie intégrante.

Pour notre part, nous ne participerons pas cette mascarade. Nous appelons dans cette élection les travailleurs, les classes laborieuses, à refuser leurs votes au millionnaire réactionnaire et démagogue Le Pen car c'est un ennemi féroce du monde ouvrier. Et l'avenir qu'il sou-

haite pour les travailleurs, c'est de les faire marcher au pas pour le plus grand bien du grand patronat. Aujourd'hui, il ne fait que tenter de diviser le monde du travail entre sa composante d'origine française et sa composante d'origine immigrée. S'il en a la possibilité, demain il brisera ses libertés démocratiques, ses droits de se réunir, de se syndiquer et de se défendre. Alors, il faut faire en sorte, auprès de ceux, chômeurs ou travailleurs, qui se sont laissés entraîner vers le vote Le Pen par dégoût de la politique et des trahisons des partis de gauche, de faire diminuer le nombre des votes en faveur de Le Pen.

Mais nous appelons en même temps à ne pas voter pour Chirac car, s'il est élu avec un très grand nombre de voix venant des classes populaires, il se prévaudra de ces votes pour prendre les mêmes mesures qu'aurait prises Le Pen. Le Medef d'ailleurs s'apprête, paraît-il, à appeler à voter Chirac.

En conséquence, Lutte Ouvrière n'appelle pas à l'abstention. Elle appelle à voter nul ou blanc en mettant, par exemple, une enveloppe vide dans l'urne. Certes, les votes blancs ou nuls ne compteront



pas dans le calcul en pourcentage des résultats des candidats du deuxième tour. Voilà, d'ailleurs, un autre aspect antidémocratique des règles électorales. Mais, en revanche, ni Le Pen ni Chirac ne pourront comptabiliser ces votes blancs ou nuls pour leur propre compte. Contrairement à la propagande aussi stupide qu'intéressée de toute la caste politique, ce ne sont pas les pourcentages qui compteront mais le nombre de femmes et d'hommes en chair et en os qui auront voté en faveur de Le Pen et de Chirac. Alors, il faudra que ce nombre soit le plus petit possible pour l'homme d'extrême droite Le Pen, sans pour autant augmenter le nombre de votes en faveur de l'homme du grand patronat Chirac.

Ce sera une façon de préserver la dignité des travailleurs dans cette élection, malgré et contre les sirènes des partis bourgeois de gauche et de droite qui veulent les embrigader électoralement derrière Chirac. Il faut combattre Le Pen sans dédouaner les partis de la bourgeoisie. C'est la seule façon de préserver l'avenir. Car le grand patronat, la grande bourgeoisie continueront et sans doute aggraveront leurs attaques contre les classes laborieuses. Et l'issue finale ne dépendra pas des urnes mais de la lutte de classe. Et c'est de la lutte de classe et du renforcement de la conscience de classe dans le monde du travail que se décidera aussi le combat indispensable contre Le Pen, le Front National et la régression qu'ils représentent.

Depuis le premier tour de la présidentielle, il ne passe pas un seul jour sans que la presse et les hommes politiques, généralement de gauche, ne mélangent à dessein les risques découlant du nombre de voix qui se porteront sur Le Pen au second tour et le pourcentage qu'il obtiendra. À les en croire, un maximum d'électeurs devraient aller voter Chirac pour réduire le score de Le Pen, alors que le vote blanc ou nul (que nous préconisons) et l'abstention augmenteraient le pourcentage de voix lepénistes. Martelée dans les discours,

cette argumentation n'est rien d'autre qu'un tour de passe-passe.

Ce qui comptera au soir du second tour, pour l'avenir, ce n'est pas le pourcentage obtenu par Le Pen, mais les électeurs lepénistes que l'on dénombrera à l'échelle du pays, mais aussi dans tel ou tel quartier. Leur nombre – et le danger qu'il représenterait – croîtra-t-il ou pas au soir du 5 mai ? Au premier tour – la « grande » presse et la classe politique ont été discrètes sur cet aspect –, les électeurs de Le Pen plus ceux de Mégret étaient nom-

breux, mais moins nombreux que ceux de Le Pen et de De Villiers réunis lors de la présidentielle de 1995. Et d'ici au 5 mai, il faut tout faire pour que leur nombre se réduise, pour que ceux des travailleurs, des petites gens, qui se seraient laissés tenter au premier tour par un tel vote, prennent conscience du danger mortel que ce serait, pour toute la classe ouvrière et pour l'ensemble de la société, de récidiver.

Même si, le 5 mai, Le Pen fait 20 ou même 30 %, mais sans gagner de voix par rapport au premier tour, son influence

réelle n'aura pas progressé. Il aura stagné. Et c'est cela qui compte et qui marque le véritable rapport de forces face à l'extrême droite. Ceux qui prétendent le contraire, nous mentent. Ils seraient même capables, si Le Pen perdait des voix mais progressait en pourcentage, d'invoquer une prétendue poussée de l'extrême droite. Mais la seule poussée qu'il faudrait constater, c'est celle qui les fait, volontairement, se coucher pour se vautrer devant Chirac.

Pierre LAFFITTE

INTOX

QUESTION DE PRIORITÉ...

La presse écrite, et d'abord celle de gauche, consacre presque quotidiennement des pages et des pages à détailler le programme du Front National pour montrer en quoi il représente une menace d'extrême droite, à dénoncer son caractère raciste, xénophobe. Ainsi, six pages dans *Libération* du 25 avril, autant le lendemain, quatre le 29 avril, deux pages dans *L'Humanité* du 26 avril, six le lendemain dans ce même journal. Et ce ne sont là que quelques exemples dont on ne pourrait que se féliciter si, avant

le premier tour, les mêmes journaux, journalistes, éditorialistes et commentateurs qui font maintenant assaut d'anti-lepénisme, n'avaient brillé par leur silence assourdissant à ce propos.

Le danger que représente l'extrême droite, et Le Pen en particulier, ne date pas d'hier. Et encore moins du soir du premier tour de la présidentielle.

Mais, avant le premier tour, ce petit monde de la presse était bien trop occupé à combattre Arlette Laguiller. Un exemple : les frères Cohn-Bendit s'inquiétaient surtout alors de la pro-

gression d'Arlette Laguiller dans les sondages. Et ils déversaient sur elle calomnies, mensonges et propos diffamatoires, repris avec gourmandise sur certaines radios et télévisions, ainsi que dans certains journaux.

Durant la campagne du premier tour, tout y est passé : le prétendu « magot d'Arlette », les mensonges sur ses pleurs, les ragots sur Lutte Ouvrière. Les journalistes roulant pour le PS et son candidat avaient pour objectif de noyer ce que nous disions sous un flot d'injures et de calomnies pour empêcher que

les travailleurs n'expriment, en votant Arlette Laguiller, leur rejet de la politique antiouvrière menée cinq ans durant par le gouvernement de Jospin et de ses alliés.

Eh oui, ces gens-là n'avaient alors pas le souci de s'en prendre à Le Pen. Ils étaient alors bien trop occupés à déverser leur bile sur Arlette Laguiller. Et, s'agissant de Daniel Cohn-Bendit, à négocier son ralliement à Jospin pour le second tour avant de finalement appeler à voter pour Chirac.

P.L.

POUR COMBATTRE LE FRONT NATIONAL, IL FAUT UNE FORCE MILITANTE DANS LES USINES ET LES QUARTIERS

Les premiers succès électoraux du Front National remontent aux débuts des années quatre-vingt. Le Front National, existant sous son nom actuel depuis 1972, ne fut pendant des années qu'un groupuscule d'extrême droite. Ses résultats tournaient autour de 2 ou 3 %. Le Pen lui-même ne recueillit aux élections présidentielles de 1974 que 0,74 % des suffrages exprimés.

Mais en septembre 1983, le FN obtenait 16 % aux élections municipales de Dreux et en octobre 1983, près de 10 % à Aulnay-sous-Bois. En juin 1984, aux élections européennes, ces percées locales se confirmaient à l'échelle nationale. Le FN recueillait alors 10,95 % des voix et 2,2 millions de suffrages. Puis, il atteignit 4,3 millions à l'élection présidentielle de 1988 et

4,5 millions à celle de 1995. Et ces votes se confirmèrent aux élections municipales qui suivirent.

Qu'une fraction de l'électorat populaire de droite, qui a toujours existé en France, glisse vers l'extrême droite était grave. Mais qu'une partie de l'électorat ouvrier se tourne vers l'extrême droite, était un signe plus sérieux. Aujourd'hui, cet électorat de Le Pen se renforce, comme on peut le voir à travers les résultats des bureaux de vote des cités populaires.

La première augmentation des scores du Front National, en 1983, survint deux ans après l'arrivée au pouvoir de l'Union de la Gauche. Cela peut s'expliquer très partiellement par le fait qu'une fraction des classes populaires, qui avaient mis leurs espoirs dans la gauche, commençait à déchanter. Mitterrand, président de la République, et le gouvernement socialiste de Mauroy, dans lequel siégeaient quatre ministres communistes, gouvernement qui

s'appuyait sur une majorité socialiste absolue à l'Assemblée nationale, avaient décidé le blocage des salaires et des licenciements massifs dans les secteurs dépendant de l'Etat. Ce gouvernement renonça même à cette époque au seul point sur lequel son programme à l'égard des travailleurs émigrés se distinguait des positions de la droite : la promesse d'accorder le droit de vote aux immigrés dans certaines élections locales. Mitterrand ne cessait de « surfer » sur le terrain des préjugés racistes en faisant des déclarations sur le « seuil de tolérance » pour l'arrivée en France des travailleurs immigrés.

Dans le même temps, les licenciements, donc le chômage, s'accroissaient sans que les gouvernements, surtout ceux dont on croyait qu'ils agiraient contre parce qu'ils se réclamaient de la gauche, ne s'y opposent. Au contraire, puisque ce fut Mauroy qui devint le maître d'œuvre, par exemple, du

Plan acier qui mit sur le pavé des milliers de sidérurgistes en Lorraine.

Aujourd'hui, face au danger que représentent les idées de Le Pen et l'écho grandissant qu'il a rencontré dans les milieux populaires, la seule chose que la gauche propose est de voter Chirac.

L'influence de l'extrême droite est liée à la démoralisation d'une grande partie de la classe ouvrière et, sur le plan politique, à la capitulation en rase campagne des organisations qui se disaient à leur côté, qui se présentaient comme des représentants de leurs intérêts.

Il n'y a pas, pour faire face à cette situation, de recettes miracles et immédiates. Surtout pas cette duperie qui consiste à s'en remettre pieds et poings liés à un homme de droite, en essayant de faire croire qu'il est le seul rempart permettant d'endiguer l'extrême droite. Mais les travailleurs ne sont pas pour autant impuissants et condamnés à

se résigner en baissant les bras.

Car après le 5 mai, la lutte de classe ne disparaîtra pas, ne serait-ce que parce que le patronat, lui, ne désarmera pas.

Il deviendra encore plus nécessaire de la mener, en toute conscience. En tirant de l'expérience que nous sommes en train de vivre tous les enseignements. Et tout d'abord, la claire compréhension de qui est aux côtés des exploités, de la population laborieuse, et qui se trouve dans le camp de leurs adversaires. En résumé, sur qui on peut compter et de qui on doit se défier.

Il reste, au sein du monde du travail, des dizaines de milliers de militants. Il en reste dans les quartiers populaires qui, sans baisser les bras, mais plus lucides espérons-nous, permettront de faire véritablement barrage à l'extrême droite.

Aline RETESSE

LE « PROGRAMME » DU MILLIARDAIRE LE PEN

Le Pen a-t-il un programme ? Bien imprudent celui qui peut le croire, tant les démagogues de son espèce sont capables de dire tout et son contraire. Quand Le Pen, avant même le premier tour de l'élection présidentielle, s'est écrié : « *Je suis socialement de gauche, économiquement de droite et, plus que jamais, nationalement de France* », il fallait traduire : je veux attirer sur mon nom les votes populaires, pour mener une politique qui soit favorable à la bourgeoisie ; et pour cela, je flatte les préjugés des électeurs les moins conscients, ceux du racisme et de la xénophobie.

Et tout le prétendu programme de Le Pen est de la même eau. Derrière la promesse de « rendre la parole au peuple », il y a l'organisation de quelques référendums choisis, sur l'immigration et la peine de mort par exemple. La défense de la famille se résume à une politique nataliste et à l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse. « *Un enseignement de qualité* » et « *la liberté de choix des parents* », traduire : plus de subventions à l'enseignement privé et confessionnel.

Quand il s'agit de nationalisme et de xénophobie, les choses deviennent alors tout à fait claires. Expulsion de tous les

clandestins, dit Le Pen, abrogation du regroupement familial, restriction du droit d'asile, réintroduction dans la Constitution de la préférence nationale en matière d'emploi, de logement et d'aides sociales.

Les problèmes sociaux, Le Pen dit vouloir les résoudre. Mais ce sera à sa façon, en divisant la classe ouvrière entre les travailleurs français et les autres. Fou celui qui se laisserait prendre à de tels propos. Il serait alors comme un

boxeur à qui on aurait coupé un bras.

Les travailleurs ont les mêmes intérêts quelles que soient leur nationalité et la couleur de leur peau, face à un patronat qui, lui, ne fait pas de différence. C'est pourquoi toute division dans les rangs ouvriers ne peut être qu'un cadeau fait à la bourgeoisie.

Ces imbécillités nauséabondes véhiculées par l'extrême droite font partie de son fonds de commerce ; mais quand cel-

les-ci sont reprises par Chirac, voire parfois par des politiciens de gauche, cela tend à prouver que les frontières ne sont pas toujours étanches entre ceux qui brutalement, ou plus hypocritement, s'en prennent à la fraction la plus démunie des travailleurs, les immigrés.

Il y a des différences entre l'extrême droite, la droite, ou la gauche gouvernementale. Mais ces différences ne se situent pas toujours sur les objectifs généraux que les uns et les autres

poursuivent, mais plutôt dans leur démagogie, et dans la manière dont ils s'en prennent ou s'en prendront aux travailleurs. L'extrême droite, si elle le peut, fera tout pour briser les droits démocratiques dont disposent les travailleurs : droit de grève, de réunion, de presse, et d'autres encore. C'est en cela que Le Pen est un ennemi féroce des travailleurs. Féroce pour les travailleurs, mais à plat ventre vis-à-vis des grands patrons, tout comme le sont Chirac et les politiciens socialistes.

Les similitudes que l'on trouve dans tous les programmes viennent de là, de ce positionnement social en faveur du patronat. Sur les retraites, les salaires, la fiscalité, l'attitude envers les fonctionnaires, bien des ponts existent entre les mesures proposées par l'extrême droite et celles que préconise la droite. Sans oublier que le « *dégraissier le mam-mouth* » d'Allègre n'a pas dû déplaire à Chirac, ni à Le Pen.

Alors oui, il faut « barrer la route au Front National », mais le rempart ne peut pas être Chirac, ce représentant de la grande bourgeoisie, d'ailleurs soutenu maintenant officiellement par le Medef.



JOSPIN ÉLIMINÉ PAR SES PROPRES ALLIÉS

Il a manqué 200 000 voix à Jospin pour être présent au 2^e tour. C'est un dixième des suffrages recueillis par Mamère, Hue et Taubira, candidats de partis qui siègent au gouvernement Jospin.

Les Verts, le PC et les Radicaux de gauche ont été solidaires de Jospin durant cinq ans et ils avaient annoncé s'y rallier au 2^e tour de la présidentielle.

Mais ils l'ont empêché d'y arriver en présentant leurs propres candidats. Et cela, pour une question de partage des places car ces partis voulaient échanger leurs voix du 1^{er} tour contre les postes de ministres qu'ils escomptaient de l'élection de Jospin.

Sans Mamère, Hue et Taubira, Jospin serait passé haut la main.

AUCUNE RAISON DE S'ENCHAÎNER À CHIRAC

Si l'on ajoute aux votes recueillis par Chirac le total de ceux qui se sont portés sur les autres candidats de la droite (Bayrou, Saint-Josse, Madelin, Corinne Lepage), on atteint 10,34 millions de voix. C'est le double des suffrages de Le Pen additionnés à ceux de Mégret (5,45 millions de voix).

Bref, l'électorat de droite assure à Chirac deux fois plus de voix que Le Pen. On le voit, Chirac peut gagner sans la gauche, et il le sait bien.

Quand la gauche prétend qu'il faut voter Chirac pour «faire rempart à Le Pen», c'est un mensonge qui ne servira qu'à renforcer Chirac.

Et cela, pas tant en face de Le Pen, qu'au détriment du monde du travail.

CE QU'ILS DISENT... ET CE QU'ILS FONT

Avant le 1^{er} tour, les dirigeants du PS, du PC, des Verts ainsi que la plupart des journalistes accusaient Arlette Laguiller de dire que «la gauche et la droite, c'est pareil».

Aujourd'hui, c'est la gauche gouvernementale elle-même qui ne fait aucune différence entre la gauche et la droite.

La preuve : elle se rallie comme un seul homme à Chirac.

L'avenir que souhaite le grand patronat : TOUS LES SALARIÉS EN CDD !

L'Association française des entreprises privées (AFEP), un club de réflexion patronal qui regroupe les 81 plus importants chefs d'entreprise français propose une refonte du Code du travail.

Cette refonte pourrait servir de base à la droite parlementaire si celle-ci devenait majoritaire après les élections législatives. Selon le syndicat FO «ce qui est proposé constitue tout simplement un bond en arrière et un recul total des

droits des salariés».

Ainsi il n'y aurait plus de négociations de branches avec les syndicats, mais une «décentralisation de la négociation collective au niveau de l'entreprise». Il est vrai que cette façon de procéder est commencée depuis longtemps.

En outre, et plus grave sans doute, tous les salariés se verraient proposer des «contrats de mission ou de projet» dont la durée serait limitée à quatre ans dans le cas où «le terme ne

peut être relié à une date précise». Tous les salariés se trouveraient donc en contrat à durée déterminée.

Cette idée, déjà évoquée il y a quelque temps, avait été écartée par le Medef, qui la trouvait sans doute trop ouvertement provocatrice envers le monde du travail. Mais en cas de victoire de Chirac, puis de la droite au Parlement, qui sait s'il n'y reviendrait pas. En tout cas, cette idée est celle des principaux chefs d'entreprise

du pays !

Les travailleurs sont prévenus, s'ils pouvaient en douter, le patronat n'attend que des circonstances favorables pour durcir davantage les conditions de l'exploitation de la classe ouvrière.

Il faudra lutter contre le medef, ou l'AFEP, et ce n'est pas en votant Chirac, (et encore moins Le Pen !) qu'on peut se préparer à une telle lutte.

A. V.

Le gouvernement et le patronat DES CADEAUX JUSQU'À LA DERNIÈRE HEURE

C'est classique, quand un gouvernement s'en va, il se dépêche de faire des derniers cadeaux. Enfin, jusqu'à la prochaine fois, histoire de laisser un bon souvenir. Il y a les promotions de dernière minute pour certains grands commis de l'Etat, les amis de la majorité et membres de cabinets ministériels que l'on recase dans un fromage institutionnel du secteur public ou para-public. Il y a aussi les «acteurs économiques» – pour parler comme les ministres qui répugnent à appeler un patron «un patron».

Voici un exemple, sans

doute pas isolé, mais dont la presse a parlé.

Un accord vient d'être signé ces jours-ci entre l'Etat (donc le gouvernement) et l'hospitalisation privée. Cet accord autorise le patronat des cliniques privées à augmenter ses tarifs de 3,93 %. Officiellement, sur ces 3,93 % – est-ce à cela qu'on reconnaît un gouvernement «de gauche»? – 1,86 % sont censés aller aux salaires du personnel. Même si tel était bien le cas – mais qui ira contrôler le respect de cette clause et, sinon, quelles sanctions s'appliqueront? –, il reste 2,07 % de hausse tari-

faire, un bonus que les patrons et actionnaires des cliniques privées utiliseront comme bon leur semble.

Que cela aille directement dans leurs poches, ou qu'ils s'en servent pour acheter du matériel, de toute façon, c'est eux qui en profiteront. Et tout cela, en présentant une addition en hausse aux patients-assurés sociaux.

Jospin passe la main, mais pas avant d'avoir, une nouvelle fois, passé l'oseille au patronat qu'il n'a cessé de choyer pendant cinq ans.

P.L.

LES PETITS PORTEURS COMPTENT POUR DU BEURRE

Ici et là, les petits actionnaires se rebiffent. Ceux, du moins d'entreprises comme Alcatel, dont les actions baissent. Tant qu'il y avait des dividendes, les assemblées générales annuelles étaient des mises en scène où les PDG, de Messier à Tchuruk, se faisaient ovationner. Cette fois-ci, c'est aux cris de «Démission!» que les petits porteurs ont accueilli le PDG d'Alcatel.

Mais à part grogner, les petits porteurs sont bien impuissants. Ce n'est pas dans les assemblées générales montées à leur intention que se prennent les décisions. Ceux qui y participent ne représentent pas plus de 1 % du capital. C'est le conseil d'administration qui décide, et ce sont les gros actionnaires qui font la loi. Eux, peuvent effectivement révoquer un PDG ; ils

l'ont fait par exemple pour Pierre Suard, le prédécesseur de Tchuruk à la tête d'Alcatel, une «chute» amplement amortie d'un parachute doré, constitué de confortables indemnités. Mais tant qu'ils sont en place, les dirigeants choisis par ces gros actionnaires peuvent faire ce qu'ils veulent, à commencer par s'octroyer des rémunérations pharaoniques.

Celle de Serge Tchuruk, salaire et stock-options ajoutés, a augmenté de 16 % en un an pour atteindre les 2,67 millions d'euros. Cela fait grincer des dents les petits porteurs dont les quelques actions ont dans le même temps baissé de 86 %, mais qu'importe ! Les dirigeants d'entreprise ne se gênent pas par ailleurs pour ne leur communiquer qu'une partie des comptes de l'entre-

prise, ne leur révélant que ce qu'ils veulent bien des opérations «hors bilan» constituées de montages financiers complexes. Les petits actionnaires peuvent se plaindre de ne pas avoir les moyens de connaître les risques que l'on fait prendre à leur cher pécule. Ils n'ont que leurs yeux pour pleurer mais pas la possibilité de mettre leur nez dans des affaires qui, en principe, les concernent.

Aujourd'hui, on nous dit que tout le monde ou presque serait un capitaliste parce qu'il possède quelques actions. Mais ceux qui savent, qui décident et qui ont le pouvoir se comptent sur les doigts des deux mains. Et à l'intérieur des entreprises, c'est leur dictature qui s'exerce.

Daniel MESCLA

LE BARON FAIT LE MÉNAGE...

Seillière, président du Medef et patron de Marine-Wendel (la holding financière des 700 héritiers de la dynastie du «maître des forges» de Wendel), voudrait, selon la presse économique, mettre un peu d'ordre dans les affaires de sa nombreuse et riche famille. Il s'apprête ainsi, le mois prochain, à fusionner Marine-Wendel et la CGIP qui regroupe les participations financières de la famille de Wendel dans une multitude d'entreprises, dont Valeo, Cap Gemini, BioMérieux, Trader.com, Veritas, etc. Selon les habitués de la Bourse, cela supprimerait la «décote de holding» et, du coup, donnerait un coup de pouce à la valeur des avoirs des héritiers de Wendel. Au passage, Seillière vient aussi de vendre cinq millions d'actions (excusez du peu) Valeo, la participation de la CGIP dans l'équipementier automobile – dont elle était l'actionnaire principal – tombant de 20 % à 9 %, au moment même où Valeo est sous le coup d'un plan dit de restructuration – en fait, de licenciements –, puisqu'il prévoit la fermeture d'une trentaine d'usines et la suppression de 5 000 emplois.

Il y a moins d'un an, Seillière avait fait le même coup en se dégageant d'AOM-Air Liberté au bord de la faillite et en laissant sur le carreau des milliers de salariés de la compagnie aérienne, de ses filiales et sous-traitants. Cela, avec la complicité du gouvernement, et d'abord du ministre des Transports Gayssot, qui ne l'avait forcé ni à éponger les dettes de la compagnie, ni à assurer l'emploi et le salaire des travailleurs concernés. Seillière aurait pourtant amplement eu les moyens : selon *Libération*, il a «une cagnotte d'environ un milliard d'euros, à laquelle s'ajoute une ligne de crédits de 300 millions d'euros qu'il garde précieusement sous le coude». C'est si peu, que cela aura dû échapper à l'attention de Gayssot et Jospin...

P.L.

Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)

LES SANS-PAPIERS HARCELÉS PAR LA POLICE

La Coordination des sans-papiers, installée depuis des années rue de la Boulangerie à Saint-Denis, a été victime de deux provocations de la police.

Mercredi 17 avril, celle-ci a voulu contrôler deux sans-papiers à 100 mètres de leur local. Ces derniers ont rebroussé chemin, mais les policiers lancés à leurs trousses ont réussi à appréhender l'un d'entre eux. Le rassemblement des sans-papiers et de leurs soutiens a permis qu'il se réfugie dans le local. Mais les policiers n'ont pas voulu en rester là, l'un d'entre eux a pénétré violemment, a brisé une porte vitrée et a voulu entraîner de force le fugitif. Le policier a fini par renoncer, mais il a déposé plainte contre les sans-papiers pour rébellion.

Deux jours plus tard, vendredi 19 avril, le commissariat de Saint-Denis remettait cela, en procédant à des contrôles à la sortie de l'assemblée hebdomadaire des sans-papiers à la

Bourse du Travail. A nouveau, la détermination des participants a permis d'éviter l'arrestation d'un sans-papier.

Jusqu'à présent la coordination pouvait exister, et les sans-papiers pouvaient s'y rendre en toute liberté. Mais, devant les surenchères sécuritaires, la police se sent les coudees franches. Elle a depuis quelques mois une attitude musclée et brutale à l'égard des immigrés et ce n'est pas le premier incident que l'on peut déplorer. Ce qui est nouveau, c'est que les responsables de la police semblent vouloir ouvertement remettre en cause l'existence et l'organisation des sans-papiers qui ne pourront plus se rassembler s'ils sont systématiquement contrôlés à côté de leur local. On peut craindre que les résultats de l'extrême droite ne confortent la police et ne l'encouragent à harceler les sans-papiers.

Un rassemblement, auquel Lutte Ouvrière a participé, a eu lieu samedi 20 avril pour pro-

Mixité

QUAND LA « MIXITÉ SOCIALE » JOUE CONTRE PAUVRES ET IMMIGRÉS

La gauche prétend avoir lutté contre les discriminations et les exclusions dans le domaine du logement, en associant dans un quartier des habitants ayant des niveaux de vie différents, ce qu'elle a qualifié de « mixité sociale ».

Elle a même parlé d'imposer à toutes les villes importantes 20 % de logements sociaux (comment ? c'est une autre affaire). Ce ne serait que justice. Mais, en l'absence de choix budgétaires donnant la priorité au logement populaire, ces beaux principes de « mixité sociale » sont sans effets quand ils ne se retournent pas contre les pauvres et les immigrés.

L'abandon presque total de la construction de logements sociaux fait qu'ils sont de plus en plus rares. Les plus pauvres, et en particulier les immigrés, se concentrent dans des cités qui se transforment en ghettos. Les travailleurs un peu plus aisés fuient ailleurs. Et souvent un quartier regroupe des immigrés d'un même pays, la solidarité communautaire aidant à surmonter la misère.

A Mâcon, par exemple, la cité de La Résidence est peuplée aux

deux tiers par des familles turques. Les autorités ont élaboré des plans, dans les années 1990, pour éparpiller la population turque et réhabiliter la cité. Mais l'office HLM de la ville rechignait à accueillir des familles turques. Et à peu près rien n'a changé.

La « mixité sociale » s'est même transformée en argument pour refuser des logements en HLM à des immigrés. La loi interdit d'invoquer la nationalité, les origines ethniques, la religion, le nom ou l'apparence physique. On ne peut pas non plus exiger une photo d'identité du futur locataire. Mais les critères sociaux suffisent : s'il y a déjà beaucoup de pauvres dans le quartier, les organismes loueurs peuvent refuser de loger une famille pauvre, parce que cela irait contre la « mixité sociale ». Des cas se sont présentés à Paris et à Marseille, et les tribunaux ont donné raison aux organismes HLM contre les demandeurs de logement.

Le manque de logements populaires est la première cause de l'existence des ghettos. Tant que l'Etat et les collectivités locales n'en construiront pas en suffisance, le droit au logement ne sera qu'une expression vide de sens et la « mixité sociale » une arme contre les pauvres.

Vincent GELAS



Dils à sa sortie de prison

AFP

Acquittement de Patrick Dils :

UNE MACHINE POLICIÈRE ET JUDICIAIRE À BROYER LES INNOCENTS, SURTOUT PAUVRES

Deux jours après l'acquittement de Patrick Dils, une émission télévisée, en présence de celui-ci, a rappelé toute l'affaire et tous ses scandales. Et c'était édifiant.

Patrick Dils, qui avait à l'époque des faits seize ans, avait été accusé du meurtre de deux gamins à coup de pierres. Il avait avoué au terme de 48 heures de garde à vue et d'interrogatoire presque sans relâche. Il n'avait, dit-il, pas subi de violence physique, mais une pression qualifiée par lui de « subtile » et d'incessante, le policier qui menait l'interrogatoire disant : « *Suppose, je dis bien suppose, que tu aies pris une pierre et que, sans savoir pourquoi, tu en aies frappé un des gamins...* ».

Quarante-huit heures, un jeune entouré d'adultes hostiles et menaçants qui se relayent pour lui extorquer des aveux, on peut imaginer que l'on craque !

Patrick Dils a donc fini par avouer tout ce qu'on voulait. L'émission a rappelé qu'avant lui, deux autres personnes avaient avoué, sans avoir été disculpées !

Bref, ce genre d'aveux sont plus que douteux, c'est l'évidence : trois personnes qui avouent successivement le même crime, alors qu'aucune n'est coupable !

Et pourtant le policier qui dirigeait l'interrogatoire de Dils, questionné durant

l'émission, n'y trouvait rien à redire. Il n'avait fait que son boulot, disait-il.

La suite était de la même veine : lors de la reconstitution, Dils était passé devant les lieux du crime sans s'y arrêter, et on lui avait soufflé ce qu'il devait faire pour que la reconstitution corresponde à la thèse des enquêteurs.

Patrick Dils a passé quinze ans, la moitié de sa vie, en prison. Il y a été victime de brimades verbales et physiques de toutes sortes. Il a été violé. On l'a fait passer pour simplet, ce qui accréditait sans doute plus facilement la version d'un meurtre inexplicable.

Lors de cette émission, il est apparu comme quelqu'un d'ouvert, de réfléchi, de sensible et sympathique, montrant qu'il avait réussi à traverser quinze ans d'univers carcéral sans en être détruit.

La justice qui refuse de se déjuger l'avait recondamné lors d'un second procès, malgré toute absence de preuves.

Et il a fallu deux témoignages de « dernière minute » laissant penser que le « tueur en série » Francis Heaulmes était sur les lieux du crime et pouvait en être responsable, pour qu'un tribunal finisse, lors d'un troisième procès, par libérer Dils.

Sans ces témoignages, Dils serait encore en prison.

On pourrait incriminer le manque de rigueur de poli-

ciers et de juges qui ont fait condamner Dils.

Mais si Dils, au lieu d'être issu de milieu modeste, avait fait partie du monde des nantis, juges et policiers auraient pris plus de précautions. Il en a été pour lui comme pour les « disparues de l'Yonne », des gens du peuple dont les autorités n'ont nul souci. Coupables ou innocents, quelle importance ? La police et la justice s'empressent de trouver des coupables, et elles les fabriquent au besoin.

C'était il y a quinze ans, dira-t-on, les choses ont changé. Eh bien, pas du tout : un agriculteur de la Meuse a été relâché, en 1998, après 171 jours – près de six mois – d'incarcération. Il avait été condamné à quatre ans de prison pour un braquage qu'il n'avait pas commis. Le présumé vrai coupable ayant été retrouvé, il a bien fallu relâcher le faux !

Cet agriculteur de 27 ans explique aujourd'hui : « *Cette garde à vue a été très éprouvante, j'ai subi des pressions. On a levé la main sur moi, ça a été l'élément déclencheur. J'ai avoué pour avoir la paix* ».

Lui aussi n'était pas du monde des favorisés. Quant aux sanctions des policiers et des juges, il n'en a même pas été question.

André VICTOR

Fonderies du Poitou Ingrandes (Vienne)

EN GRÈVE POUR LES SALAIRES !

Aux Fonderies du Poitou (Groupe Teksid), les patrons sont à l'offensive depuis des mois, nous imposant des conditions de travail de plus en plus pénibles, des jours chômés qui amputent les salaires, après avoir usé et abusé du travail précaire (il y a eu en 2001 plus de 700 intérimaires et CDD pour 1000 ouvriers en CDI), le tout sur fond d'une restructuration qui doit conduire dans les semaines qui viennent à la coupure en deux de l'usine.

En avril, les salaires étaient à l'ordre du jour, à l'occasion des négociations salariales annuelles. Proposition des patrons : 1,2 % d'augmentation en avril et 0,5 % en septembre plus une prime exceptionnelle de 3 700 F amputable en fonction des absences.

Réunis en assemblées lors des débrayages organisés dans chaque équipe par les syndicats le jeudi 18 avril, nous avons décidé de nous mettre en grève à partir du mardi suivant si la direction s'en tenait à ses propositions, ressenties comme d'autant plus insuffisantes que les salaires sont bloqués depuis des années sous prétexte de

passage aux 35 heures.

Depuis le mardi 23 avril, c'est la grève, avec le soutien des syndicats CGT, CFDT, FO et UDT (Autonomes). Une grève qui a d'entrée de jeu mobilisé les deux tiers de l'effectif ouvrier pour une augmentation mensuelle de 150 euros.

Dès le vote de la grève, nous avons multiplié les actions, dans l'usine bien sûr, mais aussi dans la ville voisine, Châtelleraut. Jeudi 25, nous avons organisé une manifestation commune avec les travailleurs de la S n e c m a - S e r v i c e s (ex-Sochata), en débrayage eux aussi pour de meilleurs salaires.

Il y avait de l'ambiance en ville, où résonnait le slogan « *Fonderies-Snecma, même combat !* ».

Comparant notre manifestation aux manifestations anti-Le Pen se déroulant un peu partout au même moment, le journaliste d'un quotidien local a cru bon de nous prendre de haut : « *Pas de sauvegarde de la démocratie en jeu, mais simplement une bonne vieille manif (...) pour une revalorisation de leurs salaires* ». Pourtant,

la mobilisation des travailleurs est au cœur des problèmes politiques qui se posent après les élections, comme elle l'était avant ces mêmes élections.

Car en se mobilisant sur le terrain de leurs revendications sociales les travailleurs des Fonderies et ceux de la Snecma (entreprise dont la privatisation a été décidée par le gouvernement Jospin juste avant les élections) montrent dans quelle voie et par quels moyens le monde du travail pourrait reprendre l'initiative, sur le plan social ainsi que sur le plan politique ; comment il peut offrir une issue et une perspective à tous ceux que la politique antiouvrière du patronat et de tous les gouvernants à son service ont désespéré depuis des années.

Lundi 29 avril, la grève continuait aux Fonderies, et nous avons décidé de nous mettre tous en normale : pourquoi en effet s'infliger les horaires d'équipe et la présence de nuit quand la concentration des forces dans la journée permet d'agir tous ensemble et de multiplier les initiatives

Correspondant LO

Échos des entreprises

NON AU RACKET

Le compte de suivi est abandonné depuis le 1^{er} janvier 2002. Avec le calcul qui en est fait pour l'année 2001, la majorité d'entre nous devrait des heures et même des jours à la direction : c'était déjà inadmissible, mais à l'avenir ça serait pire encore car les repos de cycles qui tomberaient pendant ou en fin d'une période de congés seraient tout simplement perdus.

Ce serait un véritable vol d'heures de travail que nous aurions pourtant effectuées et du repos qui nous est dû.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRSF - Paris Aquitaine

COUP DE COLÈRE À LA SOURCE

Les collègues de nuit du Centre de Chèques sont en grève majoritairement depuis une semaine. Ils veulent que la direction retire son projet de réorganisation du travail qui mettrait en cause leur horaire. Actuellement, ils bénéficient du service actif (deux nuits travaillées = deux nuits de repos). La direction projette cinq nuits consécutives en argumentant que c'est bon pour leur rythme biologique !!

Les collègues de nuit de la Source ont raison de se mettre en colère et de ne pas accepter cette aggravation importante de leurs conditions de travail.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CCP Bourseul Paris

DU POGNON PAR L'EXPLOITATION. .. ET PAR LA SPÉCULATION

Selon les journaux, les terrains de l'usine Renault de Billancourt ont été estimés à 579 millions d'euros. En plus des profits réalisés sur notre dos par l'exploitation de tous les jours Renault va ainsi réaliser un surprofit grâce à l'immobilier.

Encore de l'argent qui va aller tout droit dans la poche des actionnaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière ETG Chausson Gennevilliers

UNE MESQUINERIE DE PLUS !

Les conditions auxquelles les plus âgés d'entre nous pourront partir, selon la direction, sont encore un moyen pour elle de gratter quelques sous. Elle garde en effet 10% de l'indemnité de mise à la retraite qui ne seront payables qu'au jour de la mise en retraite définitive.

Evidemment ces 10% ne représentent pas grand-chose car la somme globale est assez misérable en comparaison des profits que le patron et les actionnaires ont accumulés sur notre dos pendant toutes ces années. Mais cette somme nous aurions eu la possibilité de l'utiliser pour nous alors que c'est encore le patron qui va en profiter pendant deux, trois ou quatre ans selon les cas.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Strafor Strasbourg.

Atofina - Jarrie (Région grenobloise)

UNE GRÈVE DU NETTOYAGE POUR SE FAIRE RESPECTER

Les onze salariés de l'entreprise « L'activité », qui font le nettoyage de l'usine chimique Atofina à Jarrie, une commune du sud grenoblois, ont repris le travail ce lundi 29 avril, après sept jours de grève et de nombreux débrayages (cf. LO n° 1761).

Depuis que la direction d'Atofina a changé de sous-traitant, il y a 6 mois, et que le personnel du nettoyage est passé à l'entreprise « L'activité », plus rien n'allait.

Les ouvrières ont fait grève pour protester contre les irrégularités mensuelles sur les feuilles de paye : heures supplémentaires et complémentaires (pour les temps partiels) non payées, primes revues à la baisse et remise en cause des acquis d'une grève qui avait duré quatre semaines en avril 2001.

Elles ont aussi protesté contre les attaques dont a fait l'objet leur déléguée syndicale CGT. A savoir une agression verbale par deux

nervis du patron venus l'intimider directement sur son lieu de travail, suivie d'une menace de sanction alors que c'était elle la victime.

Tout au long du conflit, la direction d'Atofina s'est tenue à l'écart prétextant ne pas vouloir se mêler des affaires de ses entreprises sous-traitantes. Sans intervenir, cette direction a laissé se perpétuer ces conditions de travail indignes. Elle est pourtant, elle, entièrement responsable de cette situa-

tion. En sous-traitant le nettoyage, elle fait baisser les prix des entreprises qui se rattrapent en exploitant encore plus leur personnel. Comme si le groupe ElfTotalfina n'avait pas les moyens d'embaucher directement tous les ouvriers qui travaillent en sous-traitance dans ses usines en leur accordant des salaires et des conditions de travail convenables !

Les travailleuses « d'Activité » sont parvenues, par leur détermination, à

faire reculer leur patron. Celui-ci a fini par remettre un chèque à chacune d'entre elles en règlement des irrégularités sur les salaires. Il s'est engagé, par écrit, à retirer toute sanction contre la déléguée. Enfin, les heures de grève seront payées entièrement.

Toutes ont décidé d'attaquer le patron aux prud'hommes pour réclamer une classification salariale supérieure.

Correspondant LO

Faurecia - Méru (Oise)

GRÈVE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Du mardi 23 avril au jeudi 25 avril, le personnel ouvrier de cette usine de 1900 personnes à Méru, dans l'Oise, s'est mis en grève pour demander une augmentation générale des salaires de 5 %. Après la descente sur place de la direction générale, un protocole de fin de conflit était conclu où étaient accordés 3 %, plus des mesures d'accompagnement.

L'ancien groupe Allibert, dont l'usine de Méru était la principale usine, fournisseur de pièces plastiques pour l'industrie automobile, a été racheté par le groupe PSA (Peugeot) et intégré comme filiale du groupe en tant qu'équipementier avec Bertrand Faure (pour les sièges). A Méru se trouvent les bureaux d'études (600 personnes) et la production, 1300 ouvriers dont près de 600 intérimaires. Là sont fabriqués, en particulier, les tableaux de bord pour l'usine Renault de Sandouville.

La grève a démarré suite à l'annonce des propositions salariales de la direction générale : 1,3 % pour l'année. Ce sont les ouvriers de l'équipe d'après-midi qui poussèrent tout de suite à la grève, grève immédiatement reprise en compte par la CGT. La revendication fut fixée à 5 % d'augmentation. Et très vite des piquets organisèrent le blocage des portes pour ne pas laisser partir les stocks disponibles dans l'usine. La grève fut poursuivie très majoritairement par l'équipe de nuit. Du coup, très rapidement, les chaînes de fabrication de l'usine Renault Sandouville furent paralysées, ayant l'habitude de fonctionner en « flux tendu », pour économiser les stocks.

La grève n'était pas totale dans toutes les équipes ne serait-ce qu'à cause du nombre considérable d'intérimaires. Mais la grève était assez populaire chez les ouvriers pour ame-

ner les autres syndicats, CFTC, et au bout de deux jours FO, à s'y rallier.

La direction répondit par la venue de dix-sept vigiles à l'abord des portes. Il y a deux ans, pour briser une grève précédente, elle avait déjà fait appel à une quarantaine de vigiles qui avaient à l'époque agressé la nuit les piquets de grève à coups de barres de fer et pris le contrôle de l'usine, il y avait eu des blessés. Cette fois-ci, ceux-ci, en plus petit nombre, furent contenus. Les chauffeurs des camions en attente, appartenant à une autre entreprise, déclarèrent qu'ils refusaient de passer outre la volonté des piquets des grévistes.

Dans ces conditions, une autre usine Faurecia s'étant aussi mise en grève, et devant le blocage qui risquait de gagner d'autres usines clientes de Renault, la direction est venue de Nanterre pour négocier « en terrain neutre », à quelques kilomètres de l'usine, le jeudi 25 avril après-midi. Les négociations s'ouvrirent après le départ des vigiles, exigé comme préalable par les grévistes. L'augmentation de 3 % était accordée pour tout le groupe au personnel ouvrier, en même temps que l'augmentation des primes d'équipe, avec en plus quelques intégrations d'éléments de salaires qui aboutissaient à 0,25 % de plus. La direction s'engageait à embaucher en CDI 60 ouvriers. Les techniciens, eux, auront aussi 3 %, mais versés à travers des augmentations individuelles. La direction générale a accepté d'embaucher les 20 intérimaires de Méru qui ont fait grève avec le reste du personnel. Et même si elle a déclaré « *refuser de payer les heures de grève* », une prime exceptionnelle de 50 euros a été accordée à tout le personnel.

En réclamant la démission du chef du personnel qui avait encore fait appel aux vigiles, les grévistes satisfaits de ce compromis ont décidé de reprendre le travail jeudi 25 avril en soirée.



Centre hospitalier de Montluçon (Allier)

NON AUX 35 HEURES SANS CRÉATION DE POSTE

Au Centre hospitalier de Montluçon, la situation créée par l'application des 35 heures reste intolérable et nous continuons à multiplier les journées de grève. Pour le personnel soignant, le temps de repas n'est plus compté et nous prenons nos pauses quand nous le pouvons. Le temps de transmission des dossiers des malades aux changements d'équipes n'existe presque plus. En 15 minutes, nous ne pouvons pas mettre au courant notre relève quand on sait que nous

avons une vingtaine de dossiers à gérer.

La direction se moque ouvertement des employés et continue sa politique de fermeture de lits, voire de fermeture de service (celui d'ORL récemment). Elle exerce une pression intolérable sur les cadres et sur l'ensemble du personnel. Pour les équipes du vendredi soir jusqu'au lundi matin, la direction a tiré au sort le personnel qui devait travailler ou non.

Nous sommes intervenus lors du Conseil d'administra-

tion, à l'occasion des remises de médailles, nous avons envoyé des lettres aux élus, informé les élèves de l'école d'infirmières sur notre grève contre l'accord des 35 heures.

Après avoir participé aux manifestations nationales à Paris, où nous avons été reçus par les gaz lacrymogènes des CRS, nous avons manifesté à Moulins et à Clermont-Ferrand. Et à ce jour, nous sommes un certain nombre décidés à ne pas accepter les 35 heures sans création de poste.

Échos des entreprises

LES PATRONS N'EN ONT JAMAIS ASSEZ !

PSA et Toyota viennent de démarrer la construction d'une usine commune en République tchèque. Là aussi, ils ont pu bénéficier d'un gouvernement généreux avec les patrons : l'État tchèque leur a donné 65 millions d'euros (plus de 425 millions de francs) en subventions pour l'achat de terrains et pour la formation du personnel et en avantages fiscaux.

Pourtant Toyota et PSA font des milliards de bénéfices chaque année mais cela ne leur suffit pas, les actionnaires pillent en plus les finances d'un pays pauvre.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Sevelnord-Lieu Saint-Amand

LA POSTE NOUS ROULE

Dans de nombreux bureaux, la distribution des plis électoraux a été contestée. Certains ont même fait grève. D'un département à l'autre, et même parfois d'un bureau à l'autre, la base de rémunération n'est pas la même. Dans le Rhône, c'est 1 heure pour 110 plis alors qu'à Marseille, par exemple, c'est 1 heure pour 75 plis et dans d'autres lieux 1 heure pour 50 plis. La Poste touche de l'argent pour ce travail, mais les facteurs ne voient que le tiers environ de ce qui est versé par les préfetures.

Alors, les collègues qui ont refusé cette rémunération trop basse ont raison : il n'y a aucune raison que La Poste se fasse du fric sur notre dos.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hôtel des Postes Lyon

MAUVAISE E-MAGE

Le scandale des notations à IBM a été repris dans les médias. Colère du côté de la DRH d'IBM France, qui a vertement critiqué... non les faits, qu'elle ne récuse pas, mais ceux qui en parlent à l'extérieur. Pour elle, c'est : réglons nos petites affaires en famille et motus et bouche cousue.

Justement, nous ne sommes pas dans une grande famille, mais dans une entreprise qui n'hésite pas à se débarrasser de certains d'entre nous lorsqu'elle considère que ça ne rapporte pas assez aux actionnaires.

Alors, s'ils commencent à avoir honte de leurs pratiques tant mieux, et continuons à les faire connaître.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière IBM-La Gaude

Proche-Orient

SHARON, BUSH, ONU TOUS COMPLICES

La prétendue volonté de l'ONU de faire la lumière sur les exactions commises par l'armée israélienne à Jénine, s'est rapidement dégonflée. Le secrétaire général adjoint de cette organisation, chargé des affaires politiques, vient en effet de déclarer que Kofi Annan avait préconisé « le démantèlement de l'équipe » qui s'apprêtait à se rendre à Jénine, « vu qu'il apparaît à

la lumière des déclarations faites aujourd'hui par Israël (...) que les difficultés dans le déploiement » de cette équipe « ne seront pas résolues prochainement ».

Et voilà ! Il a suffi que Sharon hausse légèrement les sourcils, qu'il ait demandé à choisir les soldats et officiers qui témoigneraient devant cette mission ; qu'il ait exigé qu'aucun témoignage ne

puisse donner lieu à des poursuites pénales, pour que l'ONU se couche. Quant au président américain Bush, il s'est bien vite satisfait de cette conclusion peu glorieuse.

S'il fallait la démonstration que cette prétendue justice internationale initiée par les Occidentaux ne concerne que les dirigeants des pays que les impérialistes, et en premier lieu les Etats-Unis,



Rafle de la population, lors de la réoccupation de Hébron par l'armée israélienne.

veulent punir et pénaliser, elle est faite. Les accusations de crimes de guerre ne valent que pour les dirigeants qui mènent une politique jugée trop indépendante de celle

des USA. Pas pour Sharon qui est le bras armé de l'impérialisme dans cette région du monde. Pour lui, même les massacres à grande échelle sont pardonnés.

Afrique

LE HOLD-UP DU GROUPE BOLLORÉ SUR L'ÉCONOMIE AFRICAINE

Derrière l'image d'Epinal de la petite entreprise familiale bretonne de papiers à cigarette qui a réussi, il y a une multinationale qui a bâti sa fortune en faisant main basse sur une partie de l'économie du continent africain. Rien ne résiste en effet à l'appétit du groupe Bolloré, qui pille les richesses de l'Afrique, à l'instar de bien d'autres multinationales françaises.

Le groupe compte 70 sociétés, implantées dans 35 pays, et emploie plus de 15 000 personnes. Son chiffre d'affaires a atteint 5100 millions d'euros en 2 000, tandis que son résultat net s'est élevé à 113 millions. Patron du groupe, Vincent Bolloré dispose de plus d'un milliard d'euros de liquidités et il vient d'entrer dans le capital de Vivendi, après celui de la Seita et de Bouygues.

Il s'est fait une spécialité du rachat tous azimuts d'entreprises, notamment en Afrique où il a fait l'acquisition du groupe Saga, spécialisé dans la manutention portuaire, a pris le contrôle du groupe Rivaud, qui comprend, entre autres, la banque liée au RPR, le parti de Chirac, et surtout de nombreuses plantations tropicales. Que ce soit en Côte-d'Ivoire, au Gabon, au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Togo, ou au Congo-Brazzaville, l'emprise tentaculaire du groupe s'est étendue à des activités économiques et commerciales aussi différentes que la culture du tabac et la fabrication de cigarettes en Côte-d'Ivoire, l'exploitation

du caoutchouc et de la banane, du cacao et du coton, dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Le groupe Bolloré tire également profit du monopole dont il jouit sur les transports ferroviaires et maritimes. Il a racheté la société Sitarail en Côte-d'Ivoire, s'est emparé du Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO) et a fait main basse sur la Regifercam au Cameroun, indispensable pour les relations commerciales avec le Tchad qui possède du pétrole. Il contrôle également la plus grande partie du réseau ferroviaire et routier de l'Afrique australe, de l'Angola à l'Afrique du Sud en passant

par le Mozambique et la Zambie.

Dans le domaine des transports maritimes, Bolloré s'est taillé la part du lion en rachetant le premier armateur privé français Delmas-Vieljeux, qui exploite des navires (sous pavillon de complaisance) reliant le continent africain. Ces navires sont affrétés par SDV, une société de Bolloré. Spécialiste du « transport intégré, de la sortie de l'usine jusqu'à l'utilisateur final », la multinationale cherche à monopoliser les activités portuaires de la plupart des ports de la côte occidentale, de Pointe-Noire, au Congo, à Dakar, au Sénégal.

Le rachat du groupe Rivaud (et de ses sociétés forestières) a permis à Bolloré de se lancer dans l'exploitation des bois tropicaux au Cameroun. La société « Forestière de Campo » – qui lui appartient – a déjà exploité plus de 137 000 hectares. Les conséquences de ce pillage sont catastrophiques : exploitation forcée des ouvriers des sociétés forestières, déplacements de populations et désastre écologique prévisible (la forêt primaire risque de disparaître d'ici une dizaine d'années si rien n'arrête Bolloré).

Pour asseoir son pouvoir économique sur le continent africain, le groupe a été – et

est toujours – soutenu par le pouvoir politique français. Il fait des « affaires » avec les pires dictatures : Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville, Idriss Déby au Tchad, tandis que le monopole de nombreux moyens de transport lui permet d'accaparer plus rapidement les richesses des pays pauvres. Et qui dit « affaires » avec de telles dictatures dit sociétés écrans pour masquer le pillage et la corruption des élites locales. Bolloré saigne l'Afrique, avec l'aide de l'impérialisme français, pour son plus grand profit et celui de ses actionnaires.

R.C.

Petits et grands commis voyageurs de l'impérialisme français

En Afrique, les hommes d'affaires représentant les intérêts des multinationales ont remplacé, aujourd'hui, les missionnaires et les aventuriers qui, au siècle dernier, avaient ouvert la voie aux grandes puissances colonisatrices. Mais la soif de profit reste inchangée.

Les patrons français d'aujourd'hui parcourent l'Afrique à la recherche de la « bonne affaire », qui leur permettra de s'enrichir rapidement, en spoliant les Africains de leurs richesses, en surexploitant les paysans des plantations et les travailleurs des usines.

Parmi les pillards, les grandes compagnies multinationales françaises tiennent le haut

du pavé. Elles ont mis l'économie en coupe réglée. Elf-Aquitaine (aujourd'hui TotalFinaElf) s'est accaparé le pétrole du Gabon, du Congo-Brazzaville et de l'Angola. Bouygues a fait main basse sur la plupart des marchés de construction. Bolloré rafle les compagnies de transport routier, ferroviaire et maritime, indispensables aux déplacements des hommes et des marchandises, et se retrouve ainsi en situation de monopole. Et puis il y a tous les autres, les petits et les grands patrons, qui rêvent à leur tour de faire fortune dans cette partie du monde, riche en matières premières et en main-d'œuvre, taillable et corvéable, parce que soumise à une répression féroce.

Les grands commis voyageurs de l'impérialisme à la Chirac et Jospin se chargent de piloter ce petit monde à tour de rôle, de le présenter aux dictateurs en place, lui ouvrant ainsi les portes de juteux marchés locaux. Aussi, ni les uns ni les autres n'oublient de s'entourer d'entrepreneurs lors des voyages officiels. Et quand ils ne sont pas là, pris par une campagne électorale par exemple, les « petits » commis voyageurs comme Michel Roussin prennent la relève.

Cet ancien agent secret de la DGSE et ancien ministre RPR de la Coopération (qui en a profité pour étoffer son carnet d'adresses d'hommes d'affaires et de dictateurs africains) a du pain sur la planche.

Vice-président du groupe Bolloré, président du Comité Afrique du MEDEF International, il a récemment « conduit » plusieurs délégations de patrons au Bénin et au Togo, sa prochaine destination étant la Côte-d'Ivoire où se dessinent d'excellentes affaires.

Ce « Monsieur Afrique » du RPR entretient des relations « amicales » et « commerciales » avec le régime de Denis Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville, l'une des dictatures les plus sanguinaires d'Afrique équatoriale. Il est vrai que l'argent n'a pas d'odeur : il laisse seulement parfois des traces de sang sur les mains.

R.C.

DIMANCHE
19 MAI,

C'EST JOUR DE FÊTE POUR LUTTE OUVRIÈRE



Cette année, notre fête change de formule. Le calendrier électoral mobilise les énergies des militants et sympathisants de Lutte Ouvrière et nous contrainst à réduire le temps que nous consacrons habituellement à la préparation de notre fête traditionnelle.

Cette année, la fête de Lutte Ouvrière se déroulera sur une journée : le dimanche 19 mai.

Quinze jours après le deuxième tour de la Présidentielle et trois semaines avant les élections législatives, ce sera une occasion de nous retrouver ensemble pour discuter de la situation et de la politique nécessaire pour à la fois rester dans le camp des travailleurs et défendre les intérêts du monde du travail.

Le piège électoral dans lequel les socialistes et leurs alliés ont enfermé les électeurs de gauche montre qu'il est déterminant de garder les idées claires si on ne veut pas se laisser enchaîner derrière le char d'un représentant avéré du grand patronat. Mais si les discussions et les débats seront nombreux tout au long de cette journée, l'ambiance restera comme à chaque fois fraternelle.

La fête s'ouvrira, le dimanche 19 mai, à partir de 10 heures et durera jusqu'à 23 heures. Outre, le programme artistique, elle proposera deux

cinémas permanents, un chapiteau scientifique, un stand audio-visuel, qui présentera deux montages vidéo en alternance : *A Working Class Hero* (réalisé par Lutte Ouvrière, d'après des interviews de Pierre Bois et Arlette Laguiller, réalisés en 1990) et *Abus de confiance* (le parcours politique de Mitterrand). Il y aura de nombreuses expositions, des animations variées, des jeux et un chapiteau réservé aux débats politiques. Bref, une journée bien remplie !

Et tout cela pour un prix d'entrée de dix euros.

Les participants pourront se restaurer dans différents restaurants, pouvant accueillir des centaines de convives. Les plats seront variés, même si le nombre des spécialités culinaires sera, par la force des choses, plus limité que les années passées.

Notre fête sera, comme elle l'est depuis le début, un rassemblement populaire de ceux qui se reconnaissent dans le combat contre l'exploitation et qui refusent le capitalisme.

Alors réservez votre dimanche 19 mai et amenez vos amis à notre fête, c'est-à-dire la vôtre !

A noter : comme les autres années, des autocars gratuits partiront de la porte de La Chapelle, à Paris, et assureront l'aller et le retour.

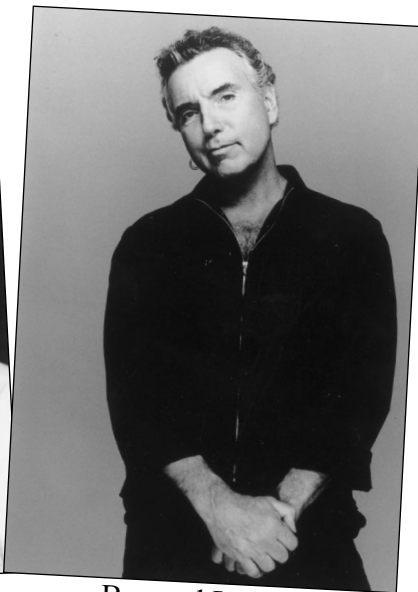
En revanche, étant donné la durée de la fête cette année, il n'y aura ni camping, ni crèche, ni « place aux jeunes ».

Le programme artistique

■ Au grand podium



Michel Bühler



Bernard Lavilliers

MICHEL BÜHLER *Chansons tendres et révoltées*

BERNARD LAVILLIERS

SANSEVERINO *Chansons swing manouche*

■ Au Théâtre de verdure :

KARLI Groupe autrichien de rock

MONSIEUR JACQUET Jazz style Django Reinhardt

LES BLEUS DE TRAVAIL dans « Sous les pavés, les bleus »

Comédie « circo-burlesque »

MIDNIGHT JOKERS Standards rock des années 70

■ Place de la Révolution sociale :

« LA CROSSE EN L'AIR » de Jacques Prévert
par la Compagnie JOLIE MÔME

■ Entre autres, vous croiserez dans les allées de la fête :

JACQUES THIERREE Chansons à l'orgue de Barbarie

RÉTRO JAZZ BAND Fanfare Nouvelle-Orléans

CUBI LIBRE Chants de lutte

Jean-Michel KRIVINE donnera le rythme et fera chanter les chants révolutionnaires

ARLETTE LAGUILLER
PRENDRA LA PAROLE
DIMANCHE APRÈS-MIDI